



16
PAGES
SPECIAL
ÉTÉ

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

FACE À SARKO-FILLON

Prendre Parti pour résister, pour le communisme

LÉGISLATIVES PAGE 3

SARKO-FILLON PAGE 5

CO-DEVELOPPEMENT PAGE 11

ET AUSSI

**DÉMOCRATIE
TRUQUÉE**

LE VOTE
NE CHANGE
RIEN
LA LUTTE
CONTINUE

**QUELLES
RUPTURES ?**

L'IMPOSTURE



**FORUM
SYNDICAL
VENEZUELA ET
COMMUNISME
LE SENS DE
L'HISTOIRE**

Partisan sur le net

vp-partisan.org

NOUS SOMMES COMMUNISTES
VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accomplissement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Proletarienne.*

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 2^e trimestre 2007. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP n° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS



Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

Sarkozy, une légitimité abusive

Le soir même de l'élection de Sarkozy, et dans les jours qui ont suivi, des regroupements de protestation ont eu lieu dans la plupart des grandes villes. Le pouvoir a alors envoyé ses troupes armées attaquer les rassemblements et les cortèges, et arrêter des centaines de manifestants. Passés en comparution immédiate devant les juges, ces derniers ont fait pleuvoir des condamnations à la pelle avec un argument politique à la clé : «Le président a été massivement élu. Il est légitime. Il faut respecter la démocratie !»

Cet argument de la légitimité, acquise par les 53% et une participation inégale, les journaux, les télé et tous les politiciens nous l'ont sorti après le 6 mai. Leur discours s'est depuis enrayé, avec l'abstention massive des législatives, mais il ressortira à chaque fois qu'une mesure gouvernementale sera contestée par la rue.

Permettons-nous d'abord une comparaison avec les animaux de la ferme. Si les poules, les canards, les oies votaient, ils voteraient pour avoir un bon fermier afin que celui-ci leur donne du bon grain et les défende contre les renards. Pas plus que le fermier ne représente ses volailles, Sarkozy ne représente ceux qui l'ont élu.

SARKOZY DÉFEND LES INTÉRÊTS DE LA GRANDE BOURGEOISIE.

Son programme, ses idées, son mode de vie, ses amis, tout le montre ; son escapade sur le paquebot privé de Bolloré l'a d'ailleurs bien mis en évidence. Aussitôt élu, il s'est empressé de donner quelques premiers cadeaux à sa classe : réduction de cotisation de 900 millions d'heures supplémentaires, suppression de fait de l'ISF, réduction des droits de succession pour les gros

patrimoines (les petits étaient déjà exonérés).

Mais pour se faire élire, Sarkozy a construit une base de bric et de broc, en combinant un discours anti-immigré à la Le Pen, un discours anti-fonctionnaire, un discours pour les vaincus de la société les assurant qu'ils ne seraient pas laissés seuls, un discours pour la France qui se lève tôt, un pour les retraités etc... Il n'a pas caché son programme libéral. Mais il a enrobé les mesures dont a besoin la bourgeoisie d'un brouillard de mots pour les faire passer. La méthode : s'appuyer sur les jalousies et les intérêts égoïstes pour justifier de tailler dans les rangs des fonctionnaires, terroriser les sans-papiers, attaquer le droit de grève...

Et puis, comme les autres présidents élus avant lui, il a fait quelques promesses démagogiques. Exemple : un emploi pour tous avant la fin de son mandat. Au mieux, c'est bidon. Au pire, et il a oublié de le préciser, c'est la mise au travail forcé des Rmistes et des allocataires de l'ASSEDIC.

En l'absence de lutte, d'espérance collective, d'un parti communiste révolutionnaire, la perspective de la majorité est dans l'adaptation individuelle au cadre existant : un ordre inégalitaire et destructeur. Le succès de Sarkozy, c'est d'avoir avancé des promesses d'amélioration individuelles dans un cadre d'ensemble qu'il va dégrader. Pour le reste, il est élu pour 5 ans sans aucun contrôle possible. Et pendant 5 ans, il va se prévaloir de la légitimité des 53% pour gouverner en fonction des intérêts des capitalistes.

DÉTRUIRE LA LÉGITIMITÉ DE SARKOZY EN CONSTRUISANT LA NOTRE

Que faire ? La première chose est de contester cette légitimité. Ce que ne font pas les partis de gauche de gouvernement qui s'inscrivent dans le système. Ce que ne font pas non plus les diri-

geants des confédérations syndicales qui ont accouru aux convocations de Sarko et, au lieu d'en appeler à la bataille, se préparent à négocier le détail des reculs.

Si Sarkozy est illégitime, comment le mettre en évidence. ? La démolition de sa légitimité prétendument acquise par le vote, se fera en construisant une autre légitimité. Celle venant de nos luttes. Les Modeluxe ont obtenu leurs papiers parce qu'en luttant, ils ont légitimé leur demande de régularisation et montré du doigt les vrais profiteurs : les patrons. Les intermittents ont montré qu'ils faisaient la richesse des villes festivières en refusant collectivement d'y travailler à l'été 2003. Ils ont ainsi cassé l'image d'assistés que voulait donner d'eux le gouvernement. La légitimité du CPE est tombée par les manifestations de ceux qu'il était censé « aider ». Les grévistes de Kronenbourg-Obernai, en lutte contre les heures sup obligatoires, alors que la direction venait de fermer une autre usine, dévoilent aujourd'hui la réalité du « travailler plus pour gagner plus » : une machine à fabriquer du chômage.

Au-delà des luttes particulières, c'est la légitimité du capitalisme qu'il faut abattre en défendant la légitimité des revendications contre le parasitisme des actionnaires et de tous les exploités. Celle de nos intérêts de travailleurs contre l'idéologie de la réussite individuelle des Sarkozy, des Bush, des Berlusconi. Et, en définitive, en défendant la légitimité de la propriété collective communiste contre la propriété privée capitaliste.

Neutraliser la légitimité de Sarkozy se fera en tissant les solidarités avec tous ceux qui sont attaqués ou réprimés. La légitimité de nos besoins, de nos espoirs d'une vie meilleure et de nos rêves d'une société débarrassée des rapports marchands, c'est par l'organisation et la bataille que nous la construirons, en donnant une perspective collective à tous les travailleurs qui ne raisonnent qu'individuellement.

POURQUOI VP NE REJOINT PAS LE CNU

A l'automne 2006, plusieurs organisations se réclamant du marxisme-léninisme ont créé un Comité national d'unification du mouvement communiste en France (CNU). Ayant appris cette création, Voie Proletarienne avait manifesté son intérêt pour cette initiative par une lettre du 22 novembre, publiée dans Partisan n° 209 de janvier 2007. Dans cette lettre, nous précisions nos conceptions générales quant à l'unité à construire dans la perspective de la fondation d'un parti communiste. Nous souhaitions une rencontre pour mieux connaître les bases politiques et les perspectives de ce regroupement.

La réunion a eu lieu le 14 avril 2007. Nous avons rencontré une délégation du CNU composée de représentants de l'Union des révolutionnaires communistes de France

(URCF), de Communistes en lutte (CEL), et du Collectif militant communiste (CMC). Cette réunion a permis d'approfondir nos connaissances de la démarche et des bases politiques du CNU. Suite à cette rencontre et à l'étude des positions des principales organisations du CNU, le Comité central de Voie Proletarienne a décidé de ne pas demander l'intégration de VP au CNU. Les considérations politiques qui nous ont amenés à cette position sont développées dans une lettre adressée au CNU et qui sera publiée sur notre site, de même que la position du CNU à notre égard lorsque cette position nous sera parvenue. Deux motifs nous ont conduits à cette décision.

Nous avons constaté d'abord que la délimitation politique sur laquelle s'est fait le regroupement initial était très conciliante avec des positions ouvertement réformistes, comme

celles développées par la Coordination communiste du Nord-Pas-de-Calais (CC 59/62), qui n'a pas vraiment rompu avec les orientations du PCF, et par ailleurs très fermé vis-à-vis d'organisations d'orientation maoïste.

Nous avons constaté ensuite que les bases théoriques et idéologiques des organisations que nous avons rencontrées leur faisaient considérer que l'expérience de la révolution chinoise n'était d'aucun véritable apport pour le développement de la théorie marxiste-léniniste. Pour nous, cette expérience est très importante. Elle nous apporte une compréhension des tâches de la transition socialiste, qui permet de tirer d'un point de vue marxiste le bilan de l'échec de cette transition vers le communisme en URSS. Elle permet de faire un bilan critique de la politique stalinienne, non sur des bases trotskistes ou bourgeoises, mais

marxistes. Nous avons compris au cours de cette réunion que l'examen critique de la politique stalinienne n'était pas à l'ordre du jour de la réflexion et du travail théorique du CNU dans la perspective de la refondation théorique et politique d'un nouveau parti communiste.

Si nous ne confirmons pas, pour ces motifs, notre demande d'intégration au CNU, nous sommes désireux de poursuivre les débats, sur la base de notre lettre du 22 novembre 2006, avec toute organisation qui partage notre volonté théorique et politique de refondation d'un parti communiste. En faisant cette proposition, nous ne nous posons pas en centre alternatif au CNU. Nous pensons en effet qu'il est prématuré de poser un cadre d'unification avant d'avoir dégagé un minimum de bases politiques et théoriques communes.

Le comité directeur de VP, 9 juin 2007

Les articles signés, les correspondances, les brèves ne sont pas nécessairement l'expression de l'orientation de notre organisation. Sur certaines questions, notamment d'actualité, il peut même y avoir des points de vue divergents, mais le débat reste ouvert.

Législatives

Le truquage des élections (candidats uniques, bourrage des urnes, etc) est dénoncé... ailleurs. En France, c'est la démocratie, tout de même ! En réalité, le truquage est dans l'ensemble de la machinerie électorale : les médias, les sondages, le financement des partis, la sélection des candidats. Et le mode de scrutin.

Démocratie truquée

CORPS ÉLECTORAL, définition : Ensemble des personnes ayant le droit de vote et s'étant inscrites sur les listes électorales. La première question c'est : qui vote ?

On constate immédiatement que le suffrage dit universel n'a jamais été universel. La notion de peuple, qui s'est imposée à la Révolution française, a toujours été à géométrie variable. Jusqu'en 1848, il fallait payer un minimum d'impôt pour avoir le droit de vote. Les ouvriers en étaient automatiquement exclus. Jusqu'en 1945, il fallait être de sexe masculin. Même la Commune de Paris de 1871 ne jugea pas utile de faire voter les femmes ! Actuellement encore, les travailleurs immigrés et les jeunes de moins de 18 ans ont le droit de travailler, de cotiser, de payer des impôts, mais sont privés de droit civique.

Deuxièmement : ... et s'étant inscrites sur les listes électorales. Même si la tendance a été inverse en 2007, avec une vague d'inscriptions dans les banlieues ouvrières, il y a toujours eu, et toujours du côté des travailleurs, une différence entre le droit et le fait. Entre le droit de voter et le fait de ne pas s'inscrire, de ne pas voter, ou de voter blanc ou nul. Car les travailleurs constatent au fil des élections la différence entre les promesses et la réalité, entre le cinéma politicien et la dureté de la vie. Mais la démocratie bourgeoise ignore les exclus du droit de vote, les abstentionnistes, les blancs et les nuls, et ne retient que les «suffrages exprimés».

LE MODE DE SCRUTIN : SCRUTIN UNINOMINAL MAJORITAIRE À DEUX TOURS, ça veut dire : Uninominal = vote sur un seul nom ; s'oppose à scrutin de liste (comme pour les municipales). Majoritaire = majorité absolue = plus de 50% au premier tour, ou majorité relative = arriver en tête au deuxième tour.

S'il n'y avait qu'un seul tour, aux présidentielles comme aux législatives, il apparaîtrait clairement que le candidat élu est mal élu. Même Sarkozy. Même Chirac, élu en 2002 avec 82%, avait eu au premier tour 20% des suffrages exprimés, soit 14% des inscrits, et 12% des suffrages des électeurs potentiels, inscrits et non-inscrits, sans parler des travailleurs n'ayant pas le droit de vote !

Un deuxième tour oblige au rassemble-

ment (un mot qu'on entend souvent), au vote utile au premier tour, et aux reports au deuxième. L'extrême-droite se reporte à droite, l'extrême-gauche à gauche, et les voix des travailleurs sur des candidats bourgeois !

Le système doit à la fois permettre de «dégager une majorité qui puisse gouverner» – avec 25% des voix, un parti peut avoir les 2/3 des sièges au Parlement –, et en même temps faire que «s'expriment toutes les composantes de la Nation» – que les candidats de l'extrême-gauche, par exemple, continuent à jouer leur rôle de mobilisateurs d'un électorat démobilisé, et de rabatteurs pour la gauche.

LE CHARCUTAGE DES CIRCONSCRIPTIONS. Il y a 577 fois plus d'élus aux législatives qu'aux présidentielles ! On revient à la question : qui vote ? Et pour qui ? 44 472 563 inscrits appelés à voter pour un président, mais en moyenne 77 075 pour un député. Le problème est dans le mot «moyenne».

Il faut 188 000 électeurs pour faire une circonscription dans le Val d'Oise, 34 000 seulement en Lozère. La démographie évolue, la Lozère se dépeuple, le Val d'Oise se peuple, et les électeurs du département rural sont ainsi 5,5 fois mieux représentés que les électeurs de la grande banlieue parisienne.

La démocratie est truquée !

Bien sûr, les textes prévoient un redécoupage en fonction des résultats des recensements, et un taux de dépassement de la moyenne (77 075) qui ne doit pas être de plus de 20%. De Villepin et Sarkozy ont eu à arbitrer à ce sujet en 2005. Malgré les menaces du président du Conseil Constitutionnel, Pierre Mazeaud, de ne pas valider les résultats des prochaines élections, le premier ministre et le ministre de l'Intérieur ont décidé de... ne rien faire. 40% des circonscriptions ne sont plus conformes à la Constitution. **La démocratie est de plus en plus truquée.**

Si malgré tout un redécoupage est proposé au Parlement, la création d'une nouvelle circonscription se fera dans le Val d'Oise. Mais elle sera minutieusement étudiée au Ministère de l'Intérieur de façon à noyer une minorité de voix de gauche et d'extrême-gauche dans une majorité de voix de droite et d'extrême-droite. Ce sera le fameux «charcutage». **La démocratie sera toujours truquée !**

LA CONSTITUTION. Tout cela est régi par un texte, la Constitution. C'est l'organisation systématique, on l'a vu, de la représentation du peuple pour le dépousser de la vie politique.

Si un problème surgit dans ce processus de «délégation de pouvoir», tout est prévu : on modifie la Constitution. On réunit à Versailles le grand collège, sénateurs et députés, et le tour est joué. C'est ainsi que les cohabitations gauche-droite et droite-gauche se multiplient (Mitterrand-Chirac, Chirac-Jospin), brouillant le petit jeu de l'alternance et démobilisant les électeurs, le dernier tandem nommé, Chirac et Jospin, a regroupé présidentielles et législatives. Et c'est reparti !

Si les députés font chier, c'est prévu : le gouvernement peut «engager sa responsabilité», sans se soumettre aux votes de la Chambre. C'est le fameux article 49-3.

Si c'est «la rue» qui emmerde, et ne veut

pas «obéir à la loi», c'est aussi prévu : état d'urgence (interdiction des manifestations, des réunions, etc), loi martiale (intervention de l'armée), ou article 16 (le président «prend les mesures exigées»). On a eu des petits rappels, récemment, de ces dispositifs de dictature directe, et ce n'est pas un hasard : opération Vigipirate toujours en vigueur, état d'urgence en novembre 2005. Toutes les constitutions bourgeoises les plus démocratiques du monde ont ce genre de dispositions prévoyant l'éventualité de ne plus avoir de façade démocratique si les «circonstances l'exigent» (article 16).

CONCLUSION. Il faut se battre pour les droits démocratiques, en particulier pour le droit de vote et d'être élus pour les travailleurs immigrés. Mais il faut aussi dire et répéter que la démocratie bourgeoise n'est pas démocratique. Que Sarkozy comme l'Assemblée nationale sont mal élus. Et que tout le système électoral bourgeois ne sera jamais au mieux qu'une tribune pour les communistes. «La démocratie n'est que la forme que prend, dans le domaine du droit et de l'organisation du pouvoir, la domination d'une classe sur une autre».

MC

* Plate-forme de VP-Partisan, cahier n° 2, page 15



LES ÉLECTIONS ET L'ÉVOLUTION DE LO

Propos de Laguerre pour le moins ambiguë dans son programme : «Ce que j'expose donc ici, c'est ce que devraient être les premières mesures d'une présidence et d'un gouvernement vraiment socialistes». Il est évidemment juste de s'adresser à des électeurs préoccupés de savoir si le programme des révolutionnaires est uniquement destiné aux lendemains qui chantent ou si il est possible d'améliorer immédiatement le sort des classes populaires, et si l'argent existe. Mais c'est autre chose de laisser croire que ces mesures pourraient être prises simplement par une «présidence représentant réellement la population», ou une gauche «vraiment socialiste». En somme, un gouvernement honnête qui ferait de bonnes lois, sans préciser quel État serait susceptible de prendre ces mesures, dans quel rapport de force, avec quelles luttes, et surtout quel-

les serait la place des travailleurs et de leur intervention dans ce processus. Des «oublis» qui sont ceux du discours antilibéral.

LO est même allée assez loin dans ce sens, comme le montrent certaines affiches de la campagne : «La droite arrogante aide le patron. La gauche molle le respecte. Pour chasser la droite mais vous faire obéir de la gauche, votez Arlette Laguerre». Ou encore : «La droite est plus qu'arrogante envers les travailleurs et la gauche est trop faible avec le patronat. Imposez à la gauche d'agir vraiment sur le chômage, le logement, le pouvoir d'achat en votant Arlette Laguerre».

Ce qui prépare les électeurs de Laguerre à considérer Royal comme «moins pire» que Sarkozy. On rappellera que le succès de LO en 1995 et en 2002 (plus de 5 %) avait reposé sur une dénonciation systématique de la politique du PS. En cédant à la pression du «vote utile», en

préparant ouvertement, depuis l'automne, son appel à voter pour Royal au second tour, LO a conduit des centaines de milliers de travailleurs à choisir Royal dès le premier ! Et elle appelle à voter pour la candidate du PS dès les résultats du 1^{er} tour, en arguant uniquement de sa «solidarité» avec ceux qui veulent battre Sarkozy !

Un lecteur

QUI REPRÉSENTE LE PARLEMENT ?

Alors que les employés et les ouvriers représentent environ 60% de la population active, seuls 5,9% des députés proviennent de leurs rangs. Les élus d'origine ouvrière ne représentent même que 0,9 % des députés, contre 30 % de la population active... A l'inverse, les cadres et professions intellectuelles supérieures sont largement sur-représentés.

Pour se faire élire, il faut d'abord pouvoir mobiliser des moyens importants, notamment financiers. Il faut aussi pouvoir être candidat, c'est-à-dire y consacrer de très nombreuses heures au-delà de son temps de travail. Enfin, il faut assumer le risque d'un retour sur terre difficile en cas de non-réélection, dans une période de chômage. Rien de tel pour éviter cela que d'être fonctionnaire mais en disponibilité ou de faire gérer en partie ses affaires par un associé (médecins, avocats, etc).

Selon des données de l'Observatoire des inégalités

L'AVEU DE PASQUA

Dans le premier tome de ses mémoires Pasqua, ex-ministre de l'Intérieur et parrain du jeune Sarko, avait découpé les circonscriptions électorales en 1986. Il avoue crûment avoir garanti «un tiers des sièges à la droite, avec un petit avantage au RPR (ce qui correspondait au rapport de forces dans le pays), un tiers à la gauche, l'attribution du dernier tiers résultant de la glorieuse incertitude du vote. (...) J'avais même demandé à mes conseillers de veiller à ce que le Parti communiste ne soit pas trop maltraité, mes instructions étant que cette loi lui permette de maintenir un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale»

LO, LES ÉLECTIONS ET LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Entre 2002 et 2007, LO a perdu plus d'un million de voix. LO explique cela par le vote dit utile et l'évolution vers la droite de l'électorat et une perte profonde des repères du mouvement ouvrier. Mais LO participe aussi à la perte de repère du mouvement ouvrier en ne ciblant dans sa profession de foi que le «logement, le pouvoir d'achat, le chômage» et en imposant seulement «une autre répartition des profits». Rien sur les travailleurs immigrés dans cette profession de foi envoyée à plus de 44 millions de votants. Pourtant les travailleurs les plus

exposés et les plus exploités sont les immigrés. Alors oui, LO en parle dans son journal, mais combien de personnes le lisent ? C'était un choix pour ne pas choquer les travailleurs les plus racistes, choix perdant. Besancenot, parle, lui, dans son programme de la «régularisation des sans-papiers», «des jeunes des banlieues, des étudiants révoltés», mais reste comme LO dans «une autre répartition des richesses». Rappelons à LO que Léo Franquel, ouvrier hongrois, délégué au travail a été élu de la Commune et ce en 1871.

Correspondance VP

Sarkoland

Nous allons bientôt être appelés à voter pour les députés. C'est la démocratie, nous dit-on. La «démocratie», littéralement, c'est le pouvoir du peuple : le peuple se gouverne lui-même, et établit lui-même ses propres lois. La France serait un pays démocratique dans la mesure où ses lois sont faites par un parlement élu par le peuple. Mais le système parlementaire est-il réellement démocratique ? Dès qu'on commence à examiner son fonctionnement un peu dans le détail, on voit que non.

Dis-moi qui sont tes amis je te dirais quelle classe tu sers !

Pourquoi Vincent Bolloré a-t-il si royalement offert à Sarkozy trois jours de repos pour la bagatelle de 240 000 euros, avion et bateau compris ? Le groupe Bolloré a connu dans les années 90 une ascension fulgurante en Afrique. L'état néocolonial français n'y est-il pour rien ? N'a-t-il pas, après la «décolonisation», entretenu ses réseaux d'influence, ce que certains appellent la Françafrique ? L'ex-ministre de l'intérieur, le Sinistre Pasqua, grand maître du 92, ami de toujours de l'ex-ministre de l'intérieur Sarkozy, n'y est-il pas pour quelque chose, illustrant bien cette fusion entre les grands commis de l'Etat et ceux des monopoles capitalistes ?

L'association Collectif Survie, dans un article de 2001 intitulé «Bolloré, une multinationale française», nous donne quelques éléments pour le comprendre :

BIODIVERSITÉ MENACÉE. Une menace mortifère pèse sur la réserve de Campo Ma'an, aux confins du Cameroun, du Centrafrique, du Congo-Brazzaville et du Gabon, l'un des deux ensembles majeurs de forêts tropicales (avec l'Amazonie) : déforestation acharnée et braconnage y sont monnaie de plus en plus courante. La déforestation du Cameroun progresse d'au moins 120 000 hectares par an, avec près de 1 % de forêt perdue chaque année... Parmi les exploitants les plus vigoureux au Cameroun, le groupe Bolloré semble obtenir des passe-droits pour contourner les réglementations protectrices de la biodiversité et du développement socio-économique des communautés locales... Premières victimes : les éléphants, les chimpanzés et les gorilles que les forestiers utilisent pour nourrir leurs employés et leurs familles...

Lorsque la concession de la Forestière de Campo (du groupe Bolloré, exploitée depuis 1966 et dont 137 000 ha sont dans une réserve de faune) était parvenue à expiration en 1993, Bolloré a obtenu une dérogation lui permettant d'exploiter des ventes de coupe... Ici pour l'exploitation d'une forêt protégée, là pour des travaux sur un chenal...

Des scrupules, Vincent Bolloré ? Il répond à une association : «Notre filiale HFC/

Forestière de Campo [...] représente pour la sous-préfecture de Campo un centre économique important et, de fait, le seul employeur, avec 400 emplois et 120 tâcherons».

BOLLOPOLY. Mais là n'est pas le plus inquiétant. L'implantation africaine de Bolloré vise le monopole, qu'il obtient quasiment sur toute l'Afrique de l'ouest et Madagascar, dans le transport des matières premières et dans l'industrie de la cigarette (85 à 90 % du marché dans ces pays)...

Le transport, par Bolloré, constitue une chaîne complète du lieu d'extraction au client européen, asiatique ou autre. Camion, voie ferrée, bateau (y compris les ports), le groupe assure toute la logistique et loue les services d'une bonne partie des véhicules : il appelle cela le «transport multimodal intégré». Alors que quasiment toute l'économie africaine repose sur l'extraction des matières premières, on imagine quel marché constitue leur transport. À partir du moment où Bolloré contrôle toute l'organisation du transport, notamment le choix des entreprises auxquelles on confiera telle ou telle tâche, ce groupe pourra sans peine prospérer ensuite en investissant dans le chemin de fer, les camions, bateaux, etc... Ses navires sont d'ailleurs de plus en plus majoritairement immatriculés sous pavillon de complaisance (Bahamas, Kerguelen, forme particulière de paradis fiscaux).

L'implantation de Bolloré couvre plus de 36 pays africains, ce qui facilite l'obtention de règlements favorables, comme des taxes à l'importation dissuasives pour la concurrence, des passe-droits, etc... Ce traitement privilégié n'est pas l'aboutissement de négociations purement économiques ou commerciales, mais plutôt le fruit d'une approche caractéristique des relations franco-africaines, en affaires comme en politique.

BOLLORÉSEUX. Ainsi Bolloré s'entoure-t-il d'émisaires aux carnets d'adresse remplis de chefs d'Etat et ministres africains – y compris les moins fréquentables. Pour

être recruté, une carrière de haut gradé des services secrets français agrémente avantagusement un curriculum vitae...

Parmi les perles rares du groupe Bolloré, on retrouve Michel Roussin, à lui seul un florilège en la matière. Il a travaillé comme directeur dans les services secrets (à la DGSE), comme représentant de luxe du patronat français orienté vers les implantations africaines (CNPF/Medef Afrique, Cien, Cepia...), et il a surtout été ministre de la coopération («Ministre des relations franco-africaines»). Il était un personnage central du système financier opaque organisé à la Mairie de Paris pour le RPR...

Les présentations continuent avec Pierre Aim : un homme d'affaires réputé pour ses dépenses fastueuses, pour sa boulimie monopoliste dans le transport ferré des matières premières, et dont la société Saga – accréditée «défense» pour acheminer le matériel militaire – a été reprise par Bolloré via un processus comportant des accords secrets quelque peu badins vis-à-vis de la légalité. Il a ensuite rejoint le groupe Bolloré...

«BOLLO» AU CONGO. Chassé par les urnes en 1992 à la suite d'une conférence nationale souveraine (processus de démocratisation), le général Denis Sassou Nguesso déclenche une guerre putschiste le 5 juin 1997. Entouré de milices privées, comme les Cobras, de troupes tchadiennes et angolaises, etc, il renverse le régime du président civil Pascal Lissouba, le 25 octobre 1997. L'installation de l'autocratie, les haines accumulées et les résistances miliciennes ont reconduit l'horreur en décembre 1998. Les massacres se sont multipliés, provoquant des dizaines de milliers de morts, de viols de guerre par des combattants souvent sidéens, et la fuite de centaines de milliers de personnes dans les forêts, dont un grand nombre sont mortes de faim ou de maladie...

Ainsi donc, le groupe Bolloré, via entre autres son voltigeur Aim, n'a pas hésité à accompagner durant la guerre civile le régime responsable de crimes contre l'humanité. Il avait décidé d'investir sans plus attendre au Congo-Brazzaville, et donc de

miser sur le pouvoir en place. Cela s'est traduit par le développement d'entreprises où poster des membres de la famille Sassou – Rail, SCTM, Saresco. Pour mieux aiguiller les recettes, la dictature ne rechigne pas aux décrets sur mesure. Sassou avait de grosses dépenses à faire, en armes et en mercenaires.

Dans un Congo déchiré, l'ambition majeure de Bolloré est claire : le contrôle du port de Pointe Noire, seul port en eau profonde de la région ; il doit justement être privatisé. De même que le chemin de fer Congo-Océan (510 km). Cette voie est l'axe économique du Congo-Brazzaville. Elle était aussi celui de la guerre. Bolloré est enthousiaste : «Le Congo est certainement l'un des pays où nous développerons le plus nos activités dans les années à venir.

[...] Si je suis ici, aujourd'hui, c'est que je crois au redressement du pays sous l'impulsion du président Sassou Nguesso». Il envisage entre autres d'investir dans une usine de fabrication de cigarettes à Mpila-Brazzaville

LES MULTICOLONIALES. Le cas Bolloré n'est malheureusement pas isolé. Tout un essaim de grandes entreprises continue

de considérer l'Afrique comme un gâteau à se partager. Comme Elf, Bouygues, Vivendi, certaines banques (Paribas, Crédit agricole)... Mais le groupe Bolloré figure parmi les plus agressifs... Après Elf, trop repérée, il semble assumer un rôle de relais avec les mobiles inavoués de la politique africaine de l'Élysée...

En 2007, le marché français représente actuellement 55 % du chiffre d'affaires du groupe Bolloré et l'Afrique 19 %. Bolloré est sorti du transport maritime et a cédé en 2005 la Compagnie maritime Delmas-Vieljeux à la CMA-CGM. Mais il reste présent dans les terminaux portuaires de nombreux ports en Côte d'Ivoire, au Nigeria et au Gabon et détient également des plantations héritées du vieux groupe colonial Rivaud rallié en 1996...

Bolloré continue sa pénétration en Afrique et son poids financier lui permet de contrôler, voire de diriger de nombreux États africains. Parions que les réseaux de la «Françafrique» ont été sollicités largement, pour être en retour largement arrosés... de luxueux voyages, par exemple ! SM

BOLLORÉ LE NOUVEL AMI

Le quotidien *Le Monde*, hypocritement choqué par cette con-fusion des hommes politiques et de groupes industriels, a essayé de réduire le «scandale». Ainsi, dans son article du 12 mai il affirmait que «Vincent Bolloré n'a jamais fait partie du cercle de patrons amis du président élu».

Et de donner pour preuve «deux des patrons considérés comme les plus proches de Nicolas Sarkozy, Martin Bouygues et Arnaud Lagardère, sont pour le premier un véritable adversaire et pour le second un sérieux concurrent dans le domaine des médias [du groupe Bolloré]».

Ce que *Le Monde* «oublie», c'est que les grands capitalistes peuvent se faire des «raids boursiers inamicaux», se mener une guerre commerciale et financière au couteau, se faire de multiples croc-en-jambes pour accaparer marchés et passe-droits, tout en étant soucieux de défendre leurs intérêts communs. L'Etat se portant garant de cette communauté d'intérêt qu'il nomme «intérêt général ou national».

Après son raid sur le concurrent Bouygues, Vincent Bolloré remet ça avec Pathé et la maison Lazard. Il retirera de ces deux sociétés, la modeste somme de 290 millions d'euros de plus-value. Entré chez Vallourec, leader mondial du tube sans soudure, dont il détient jusqu'à 26 % du

capital, il s'en retire en 2006 avec un gain de 541 millions d'euros. Alors que représente le modeste cadeau des 200 000 euros à son copain Sarkozy ! D'autant qu'il lance, en collaboration avec EDF (toujours entreprise «publique»), sur le marché des surcapacités, des batteries et des voitures électriques... Et bien sûr sur celui des médias.

Son groupe détient 40,6 % de la Société française de production (SFP), ex-entreprise publique, qui produit essentiellement pour la télévision. Pour diriger et développer Bolloré Médias, Vincent Bolloré a nommé en 2001 Jean-Christophe Thierry, qui était jusqu'alors chargé de mission au ministère de l'Economie et des Finances). Bolloré s'intéresse au secteur publicitaire et fait une entrée surprise au capital d'Havas en juillet 2004. Il en détient aujourd'hui 31 %, et un géant de cette taille compte évidemment parmi ses clients des groupes publics et semi-publics.

En l'espace de six ans, Monsieur Bolloré a donné corps à son projet d'investissement dans les médias. Mais face à Bouygues et Lagardère, il ne pèse pas encore très lourd. Il attend une redistribution des cartes pour se placer. Certains évoquent l'intérêt qu'il pourrait avoir à acquérir une chaîne de télévision comme TF1 si le groupe Bouygues souhaitait s'en séparer. Le gouvernement Sarkozy-Fillon va-t-il lui favoriser la tâche ? SM

QUELQUES MOTS DE LENINE

L'union personnelle des banques et de l'industrie est complétée par l'union personnelle des unes et des autres avec le gouvernement. «Des postes aux conseils de surveillance, écrit Jéidels [un économiste allemand de l'époque], sont librement offerts à des personnages de grand renom, de même qu'à d'anciens fonctionnaires de l'Etat qui peuvent faciliter (!) considérablement les relations avec les autorités...»

Lenine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*

Sarkozy · Fillon

Quelles ruptures ?

Le nouveau gouvernement veut mettre en œuvre les ruptures promises par le candidat Sarkozy. L'avocat d'affaires Sarkozy serait-il du côté de la justice, du bien-être pour tous ? Va-t-il aider «les plus démunis à s'en sortir». Va-t-il s'en prendre aux profiteurs, aux «patrons voyous» ? Le ministre Fillon veut faire vite et fort, «provoquer un choc», en faisant voter, dès cet été, de nouvelles lois. Alors, essayons d'y voir clair dans ses projets de loi. **CL**

PROJET D'EXTENSION DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

Le RSA est une mesure préparée de longue date à droite et à «gauche». Martin Hirsch, proche du PS et ex-dirigeant d'Emmaüs-France, y a largement contribué ! Il se retrouve «haut commissaire» au côté du gouvernement Fillon. Il souhaite «procéder en deux temps» en «faisant plus et mieux dans les expérimentations» du RSA dès cette année. Les projets de Martin Hirsch ont fait l'unanimité pendant la campagne : de l'UMP aux Verts, en passant par Bové et Royal, tout le monde l'a dit et répété : le Revenu de Solidarité Active, c'est l'avenir radieux de la France de demain.

Quatre départements pilotes, de droite et de gauche, l'expérimentent déjà. Dès cet été, le projet de loi devrait permettre de l'élargir à d'autres départements et d'aller plus loin dans l'application du RSA.

• **Pas le choix !** Ainsi, l'expérimentation en cours dans l'Oise rappelle immédiatement aux nouveaux candidats au RMI (1), qu'il faut «se conformer aux actions d'insertion dans l'emploi, toutes conçues en lien avec les entreprises du département».

Ces emplois RSA sont en priorité des emplois dont personne ne veut, les plus durs et les plus précaires. Le RSA, c'est donc d'abord un système où les désirs de l'allocataire, où sa formation, où ses expériences professionnelles antérieures n'ont plus aucune importance.

• **Pour gagner plus ?** Logiquement, un travailleur peut gagner plus... si son employeur augmente les salaires. Le Revenu de Solidarité n'imposera pas aux employeurs de mieux payer le travail... Ainsi, quel que soit le gain salarial de la reprise d'emploi, la collectivité (les impôts) garantit le maintien d'un revenu égal au seuil de pauvreté (2) en cas de reprise.

Les **contrats aidés** du plan de «cohésion sociale» de Borloo sont une forme de RSA : minimum social versé à l'employeur et reversé au salarié, plus un supplément de subventions et une infime partie payée par l'employeur. Deux ans après leur entrée en vigueur, **400 000 personnes se retrouvent dans la situation de chômeurs qui travaillent** : leurs revenus les placent tout juste au-dessus du seuil de pauvreté.

• **Travailleurs sans droits.** Leur statut

précaire les prive de tous les droits liés au poste de travail, notamment dans la fonction publique. Au final, les millions d'allocataires des minima sociaux seraient, avec le RSA, totalement exclus du droit commun, pour être soumis à une multitude d'«expérimentations» qui porteraient sur l'entièreté de leurs parcours : l'entrée dans le RMI, mais aussi le retour à l'emploi avec le RSA.

• **Travailleurs sous contrôle** Dans les faits, cette nouvelle catégorie de travailleurs pauvres se trouve soumise à un double système de contrainte : celle exercée par l'employeur qui profite de la précarité du contrat. Et celle de l'ANPE ou du service de contrôle RMI qui veille d'une part au respect du parcours d'insertion. Demain avec le Revenu de Solidarité Active, c'est non seulement le minimum social qui sera concerné mais aussi les droits qui y sont attachés (allocation logement, droits aux transports, revenu des ayants droit, CMU,...) qui seront menacés en cas de refus d'un emploi imposé mais aussi en cas de sortie de cet emploi.

• **A travail égal, rémunération différente.** Avec la loi de décentralisation de 2004, les départements gèrent le RMI, et l'allocataire est soumis au Conseil Général. Lors du vote de la loi dite du «droit au logement opposable», un amendement permet aux départements de **modéliser à leur convenance** les contrats d'insertion par l'activité. Pratiquement, un département peut aujourd'hui choisir de fusionner ou d'aménager le contrat d'avenir, le revenu minimum d'activité, le contrat d'accompagnement dans l'emploi.

Qui peut imaginer que ces départements

TOUS DES FEIGNANTS ?

Contrairement au discours patronal et gouvernemental les salariés de France sont parmi les plus productifs du monde et ont une durée de temps de travail qui se situe au-dessus de la moyenne européenne. Ainsi, selon le Bureau of Labor Statistics, organisme officiel américain, un salarié français a produit 71 900 dollars de richesses en moyenne en 2005. C'est plus qu'un salarié japonais (56 300), allemand (59 100) et anglais (64 100).

* Ce qui revient à dire que le «salarié français moyen» crée 4 à 5 fois plus de richesse qu'il n'en touche.



1er Mai : s'opposer à la baisse des revenus

investissent plus d'argent en aide directe pour les allocataires qui reprennent un emploi ? Comme de coutume, le seul financement envisageable sera celui de subventions aux employeurs, financement qui, lorsqu'il s'agit d'emplois publics, sont en réalité une économie considérable pour les collectivités territoriales : dans les écoles, dans les Conseils généraux, combien de salariés à bas prix en contrat d'avenir ?

• **En conclusion.** Aujourd'hui personne n'est à l'abri d'un licenciement et/ou d'une dépendance des aides sociales. Ce sont les populations, fragilisées économiquement, qui vont être encadrées et mises littéralement sous tutelle au nom de la lutte contre le chômage. Ce sera le travail obligatoire, mal payé et sans droit pour tous.

Si le RSA est une «rupture», c'est d'avec le Code du Travail, avec les droits existants sous prétexte de remise à plat. Il s'inscrit dans un processus de destruction du droit du travail, par la multiplication des contrats dérogatoires. Cela aboutit à diviser le monde du travail en trois catégories :
• les salariés de droit commun qui ne vont pas tarder à goûter de la flexisécurité ;
• les forçats du RSA qui se verront obligés d'accepter tous les petits boulots (comme le CNEA : une heure par semaine dans le nettoyage par exemple) ;
• les juger inemployables qui seront immédiatement placés sous tutelle.

Il est clair qu'il faut s'opposer au Revenu de Solidarité Active. Le but voilé, mais recherché, est toujours le même depuis près de 20 ans : abaisser le coût du travail. Les travailleurs ont donc raison de s'y opposer et d'exiger des augmentations de salaires, mais ils diviseront leurs rangs s'ils n'exigeaient pas aussi une forte réduction du temps de travail (avec main-

tien du salaire et sans flexibilité), pour que tous puissent travailler.

PROJET DE LOI SUR LES HEURES SUP*

«Travailler plus pour gagner plus». Le projet de loi peut nous le faire croire : dans les entreprises de 20 salariés et moins, les quatre premières heures supplémentaires devraient être majorées de 25 % au lieu de 10 % actuellement. Les salariés ne payeraient pas d'impôt sur les heures supplémentaires. L'apparence d'un avantage pour le salarié peut cacher bien des déceptions, car ce projet est quatre fois néfaste.

• **Néfasté pour l'emploi.** En augmentant, de fait, le temps de travail de ceux qui sont déjà en place, ce projet joue directement contre l'emploi. L'employeur n'aura pas à embaucher, mais pourra augmenter le temps de travail. La fourberie de ce projet apparaît clairement quand on sait que plus de 1,5 million de salariés à temps partiel, la plupart du temps des femmes, ne demandent qu'à travailler à temps plein. Elles ne le pourront pas plus avec ce projet.

• **Néfasté pour les salariés concernés.** Les salariés ne pourront pas exiger de faire des heures supplémentaires «pour gagner plus». C'est l'employeur, et non pas le salarié, qui décide en la matière ; et les salariés, le voudraient-ils, ne pourront pas faire des heures supplémentaires.

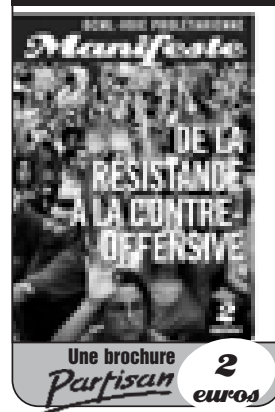
• **Néfasté pour la santé.** Depuis plusieurs années les conditions de travail se détériorent, de nouvelles pathologies apparaissent liées au stress, à la pression patronale et à l'augmentation de la productivité

du travail. Vouloir, dans ces conditions, augmenter le temps de travail accélérera encore cette tendance.

• **Néfasté pour les finances publiques.** Ce projet coûterait de 5 à 5 milliards d'euros au budget de l'Etat, c'est-à-dire à nous tous. Qu'il faudra compenser par une augmentation de la TVA ! Ainsi les salariés payeront à la place des employeurs ce que ceux-ci rémunéreront à certains d'entre eux. Evidemment, cette nouvelle loi permettra d'augmenter le temps de travail, d'augmenter la productivité du travail, de dégrader la santé et d'en faire supporter le coût à la «collectivité». On voit alors qui sera le gagnant. Parisot, la dirigeante actuel du Medef, ne déclare-t-elle pas que les mesures «courageuses» du nouveau gouvernement vont dans le bon sens... Merci Madame !

(1) 450 euros maximum par mois, pour une personne seule. (2) Environ 700 euros pour une personne seule.

À COMMANDER À NOTRE BP



Partisan sur le net

vp-partisan.org



La Justice s'acharne contre Nathalie Ménigon

Le 10 mai 2007, plus de vingt ans après son incarcération, le juge d'application des peines de la cours spéciale «anti-terroriste» a accepté un aménagement de peine pour Nathalie Ménigon, première étape vers sa libération. Cet aménagement est cependant très restrictif: en effet, elle devra attendre un an avant de déposer une demande de libération conditionnelle et devra retourner en cellule chaque soir de la semaine après

une journée de travail ainsi que le week-end. Elle n'aura pas le droit de s'exprimer dans les médias ou d'écrire un livre. La cour spéciale est donc obligée de reconnaître que le dossier de Nathalie Ménigon est solide et ne justifie pas un refus.

Mais le parquet fait appel moins d'une heure après. C'est «logique dans une affaire politique sensible». Or, l'état refuse justement le statut de prisonniers politiques aux militants d'Action Directe incarcérés,

comme à tant d'autres prisonniers politiques. Et le juge anti-terroriste, J.-L. Bruguière, proche de Sarkozy, déclare sur France Inter comprendre l'appel du parquet. «Il faut être très vigilant, ce sont des gens qui ne renoncent à rien».

Pourquoi devraient-ils condamner et, par là-même, renier leur passé ?

Jean-Marc Rouillan dans l'interview ci-dessous nous l'explique.

- **Ne lâchons pas les militantes et les militants d'Action directe dans leur combat contre le capitalisme! La lutte c'est classe contre classe!**
- **Mobilisons-nous pour que la porte qui vient de s'entrouvrir ne se referme pas, ces prochains jours sont décisifs !**
- **Le 28 juin 2007 à 13H30, Nathalie Ménigon comparaitra en appel pour sa demande de libération conditionnelle. La décision sera rendue avant le 10 juillet.**

« On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent. »
Bertolt Brecht

Interview de Jean-Marc Rouillan par le journal Sud-Ouest (en voici de larges extraits)

Vingt ans après votre arrestation, vous considérez-vous toujours comme un « prisonnier politique » ? Qui peut sérieusement en douter ? Nous avons été condamnés pour notre participation à des actions révolutionnaires. Nous avons pris le maximum de la peine encourue parce que nous refusions de faire amende honorable devant les juridictions spéciales. Et aujourd'hui, alors que nous avons accompli nos peines, les magistrats refusent nos libérations conditionnelles au prétexte que nous ne condamnons pas notre passé ! Nous sommes donc maintenus en prison à cause de nos idées politiques.

• **Vous situez-vous toujours à l'extrême gauche ?** Bien évidemment, je demeure communiste révolutionnaire. L'isolement carcéral, les transformations de ces deux dernières décennies, les pressions pour me faire renoncer (...) ne m'ont aucunement persuadé que le régime bourgeois soit le meilleur qui soit et même le «moins pire». Et qu'il faille l'accepter et le supporter tant bien que mal. Au contraire ! La précarité grandissante des travailleurs face aux profits et à l'arrogance des patrons, les difficultés de survie dans les quartiers populaires, tout cela et le reste ont consolidé ma détermination révolutionnaire. Et que dire de la situation internationale ? Où que je regarde, je constate les dérives désastreuses du capitalisme.

“ Je ne mettrai jamais sur un plan d'égalité la violence des opprimés et la violence des oppresseurs. ”

• **Votre position sur la lutte armée a-t-elle évolué ?** Sans les armes, les opprimés resteront des opprimés. La lutte armée est profondément liée à leur lutte d'émancipation. Mais la violence est également une affaire de moment historique. Les militants qui, comme nous, ont pratiqué la lutte armée après 68 l'ont menée dans des conditions historiquement déterminées, dominées par la guerre froide et les conflits néocoloniaux, comme la guerre du Vietnam, le conflit Irak-Iran, la guerre du Liban (...) Il est impossible de séparer notre action de son époque.

• **Et votre regard sur les assassinats que vous avez commis ?** Dans le combat politique, des hommes meurent des deux côtés. Pour leurs proches, c'est bien évidemment un drame, j'en conviens. Mais pour ma part, je ne mettrai jamais sur un plan d'égalité la violence des opprimés et la violence des oppresseurs. Bien que cela ne s'appelle pas

assassinat, des hommes meurent également dans la lutte de classes quotidienne. Un ouvrier est tué sur un chantier parce que son patron a réalisé des économies de sécurité. Des affamés se noient en essayant de franchir le détroit de Gibraltar sur une embarcation de fortune (...) parce qu'ils ne peuvent plus survivre dans leur pays. Il n'y a pas de fatalité dans ces crimes (...)

• **Espérez-vous une libération prochaine ?** Judiciairement, elle est possible depuis deux ans. Depuis la fin de nos peines incompressibles. Et comme mes camarades, je remplis les critères d'accession à la libération conditionnelle. J'ai un travail régulier, un lieu de résidence, etc. Mais je ne suis pas libre parce que le pouvoir n'accepte pas de nous voir libres à nouveau. Il a fait de nous des exemples. C'est encore et toujours une question politique (...) Depuis le début de notre détention, la dureté des conditions n'a eu qu'un seul but : obtenir notre repentir (...)

• **En cas de libération, poursuivriez-vous votre engagement ?** Mes condamnations «infamantes» m'interdisent à vie de participer à la moindre activité politique. Mais je reste un révolutionnaire.

Pour connaître le point de vue de notre organisation sur la lutte armée lisez notre brochure Violence révolutionnaire et construction du Parti. A commander à notre boîte postale pour 3 euros

VICTOIRE ! MAJ, CZEPPPEL ET D'ARCANGELI NE SERONT PAS EXTRADÉS !

Le 31 mai 2007, la Cour d'Appel de Paris devait fixer la procédure ouverte contre le procès mascarade orchestré par le «Groupe franco-italien sur les menaces graves» le 4, 5 et 6 avril dernier.

La salle était pleine pour soutenir les camarades du (n)PCL. L'avocat des trois militants du (n)PCI a expliqué à la Cour les motifs de l'appel : Maj et Czeppel n'ont pas été convoqués au procès d'avril, le juge a refusé de convoquer les témoins et n'a pris que dix minutes pour rendre le verdict. Le juge de la Cour d'Appel a alors affirmé: «Il est évident que le verdict n'a pas été décidé ce jour là» et il a ensuite posé la question: «Combien de passages identiques il y avait entre le

document de renvoi devant le tribunal et le verdict ?». Et l'avocat de répondre : «Presque tous les passages étaient identiques». Le juge a alors haussé les épaules comme pour confirmer l'évidence de cette irrégularité.

Après avoir consulté les deux avocats le juge a fixé l'appel pour le 21 et 22 novembre 2007.

Après, il a communiqué qu'Angelo D'Arcangeli est libre de son contrôle judiciaire. Il a ajouté: «En réalité votre contrôle judiciaire a pris fin avec la condamnation». Mais personne au Palais de Justice n'en avait informé Angelo!

Rendez-vous en novembre prochain !

SANS-PAPIERS CONTRE BUFFALO GRILL

EN GRÈVE. Ils occupent le restaurant Buffalo Grill de Viry-Châtillon depuis le 29 mai. 20 employés sans-papiers les premiers jours, 60 le 12 juin. Ils travaillent sur vingt et un restaurants de la chaîne Buffalo Grill, 60 démissionnés ou licenciés par la chaîne. Ils luttent pour leur régularisation, soutenus énergiquement et organisés par l'UD CGT de l'Essonne.

Les plus précaires bougent. Qu'on se rappelle Modelux (91), Métalcouleur (94) ou OSP (95), des sans-papiers avaient résisté au travail clandestin. Sans papiers, le délégué d'OSP avait été licencié et expulsé du territoire français le 18 août 2006 !

EMBAUCHÉS PARCE QU'ILS ÉTAIENT «SANS PAPIERS». Un patron sait tout de suite qui est sans-papiers et qui ne l'est pas. Tous à Buffalo Grill ont des feuilles de paie et payent des impôts. Dix d'entre eux ont été contraints de démissionner (tous dans la même période) sous la menace d'être dénoncés et d'autres ont reçu leur lettre pour un « éventuel » licenciement. Comme par hasard, la police de l'air et des frontières est venue en arrêter certains en plein travail...

FLEXIBLE. Fort de leur pouvoir sur ces employés «sans papiers», certains managers iront jusqu'à en faire travailler pour leur compte personnel. La direction de Buffalo Grill avait non seulement à sa disposition une main d'œuvre flexible à souhait, taillable et corvéable à merci, mais elle travaillait sous la menace permanente de la police. C'était tout un système.

PAS DE CHARGES SOCIALES. Depuis 2004, l'entreprise Buffalo Grill est exonérée de «charges sociales» à hauteur de 4 millions d'euros par an, l'embauche de ces employés «sans papiers» était une véritable aubaine.

Assez de tout accepter. Ils en avaient assez des heures supplémentaires à rallonge non payées, des pauses non respectées, des changements de service sans



heure de fin, du doublement voire le triplement du poste de travail... pour aujourd'hui être virés ou menacés de l'être pour la raison même qui leur avait permis d'être embauchés : parce que « sans papiers ».

Apportons notre solidarité ! Organisons l'unité des exploités ! Des papiers pour tous ! Libre circulation ! Égalité des droits !

Buffalo Grill, créé en 1980, a réalisé, en 2006, un chiffre d'affaires de 314 millions d'euros. L'enseigne emploie 4 040 salariés et exploite 191 restaurants en France. S'ajoutent 110 franchises, qui comptent 2 200 salariés. 2002 : La chaîne est soupçonnée d'avoir frauduleusement importé de la viande britannique après l'embargo décidé en 1996. Quatre dirigeants du groupe seront poursuivis pour «mise en danger de la vie d'autrui» et «tromperie sur l'origine, la qualité et la nature de la marchandise». Et où en est-on aujourd'hui de ces graves accusations ?

2005 : La chaîne est rachetée par les fonds américains Colony Capital et européen Colzyeo pour 340 millions d'euros au fondateur, Christian Picart.

DUNKERQUE, MEETING CGT DU 4 JUIN

Côté pile, côté face

C'est dans une salle du Kursaal bondée que se sont retrouvés à Dunkerque plus de 1500 militants, pour exiger la retraite anticipée à 55 ans pour les métiers pénibles. Une mobilisation réussie, une forte participation, une ambiance de lutte. Il est vrai que le public (pour l'essentiel du Nord-Pas-de-Calais) était un public ouvrier très concerné par les conditions de travail, en provenance de la construction, de la chimie, des transports, de la métallurgie, du verre... Bref pas un meeting plan-plan comme on en a trop vécu, mais un meeting de combat.

TÉMOIGNAGES D'UNE VIE DE SOUFFRANCE.

Après l'intervention un peu soporifique d'une représentante départementale, nous avons entendu plusieurs interventions de la tribune, neuf salarié(e)s qui ont exposé leurs conditions de vie et de travail.

Un chimiste nous a parlé des conséquences du travail posté et des agressions chimiques comme le benzène, concluant sur la défense de revendications « de classe et de masse », certainement pas une formule anodine de sa part ! Un sidérur-

giste de Arcelor a rappelé les ravages de l'amiante. Une déléguée d'un centre d'appel nous a rapporté la pression terrible, permanente, de la hiérarchie dans ces centres gérés par le stress, des objectifs à atteindre à la semaine, la journée, à l'heure même. Une aide-soignante en hôpital a rapporté les horaires postés, les rappels à toute heure, la véritable souffrance qui s'installe chez le personnel. Un pompier a rappelé que bien qu'en responsabilité de la vie et de la mort de la population, que soumis à des dangers qu'on imagine, leur métier n'est pas classé à risques (!) et qu'il n'y a aucune retraite anticipée. Une femme de ménage a décrit les horaires découpés, l'éternel salaire au SMIC de ces ouvrières, pour une population essentiellement féminine qui vit dans des conditions impossibles, souvent des femmes

seules avec des enfants à charge. Un invalide du travail, aujourd'hui en fauteuil roulant, a expliqué comment après avoir tout donné pour le travail pendant vingt ans, il se retrouve aujourd'hui abandonné de tous, y compris de la Sécurité Sociale. Enfin, une conductrice du métro a rappelé que s'il existe encore à la RATP un régime spécial de retraite, c'est aussi la contrepartie d'une vie difficile, d'horaires postés, de travail toute l'année et donc d'une vie familiale atteinte. Elle a aussi rappelé à juste titre que c'est la direction elle-même qui réforme les travailleurs lorsqu'ils deviennent trop âgés pour accomplir leur métier. C'est donc bien qu'il y a réellement une pénibilité, non ?

Pour conclure, un délégué de la construction a rappelé que si ce secteur est si mobilisé sur le sujet, c'est que l'espérance



Une vue du meeting

de vie des ouvriers dans le BTP est inférieure de 5 à 7 ans à la moyenne nationale, et que la retraite anticipée n'est que légitime !

Des témoignages qui prennent aux tripes, on comprenait que la pénibilité du travail ce n'est pas une simple formule, c'est une réalité terrible pour la classe ouvrière. Ces représentants dénonçaient le travail de nuit, les agressions du travail, les horaires hachés, le stress et toutes les variantes de la pénibilité. D'une certaine manière, ces descriptions montraient bien que la vie du capitalisme est barbare, que ça ne peut pas continuer comme ça, qu'il faut que ça change. Que la retraite anticipée, bien sûr, ne serait que justice, mais qu'avant tout c'est l'exploitation qui est en cause. Au travers toutes ces interventions, on voyait en transparence l'aspiration à un monde différent, libéré de toutes ces souffrances, de cet enfer quotidien.

usés et bien moins productifs que les jeunes. Les plans de licenciements, les FNE, c'était bien de cela qu'il s'agissait ! Il faut s'en débarrasser, mais surtout sans rien payer, c'est la seule question en débat ! Ainsi donc, même si c'est de manière conflictuelle, il peut se trouver un intérêt « commun » autour de la retraite anticipée...

Que Thibault ne mette plus l'accent que sur cette revendication, laisse de côté la position passée de la CGT (celle de 2005), montre jusqu'où va le réalisme syndical, la prise en compte des conditions nouvelles de l'élection de Sarkozy (comme il dit). Que l'on s'entende bien. La retraite anticipée à 55 ans, pleine et entière, pour tous les travaux pénibles est une revendication juste. Elle doit être intégralement payée par le patronat, car c'est l'exploitation capitaliste qui a usé prématurément ces travailleurs. On doit se battre pour, et il fallait participer à cette journée d'action, à ce meeting de Dunkerque.

Mais cette revendication n'est pas séparable de la lutte contre les causes de cette usure prématurée.

L'INTERVENTION DE BERNARD THIBAUT.

On aurait pu s'attendre à pire. Après un discours raccroché à l'actualité politique, il a salué les victimes de l'amiante, du stress, l'usure des travailleurs tués prématurément à la tâche, ceux qui passent directement de l'usine au cimetière, saluant au passage l'unité des travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés. Bref, un discours qui donnait l'impression de mobiliser, d'être offensif contre la droite et le Medef.

Pas un mot sur les conditions de travail elles-mêmes. Sur la suppression du travail de nuit, du travail à la chaîne. Sur la fin du harcèlement et du stress provoqués, sur les remplacements des départs en retraite pour ne pas surcharger ceux qui restent, la baisse des cadences, le retour à des horaires de travail décents, sur l'usure physique. Non, même pas une allusion. Ainsi, c'était largement en retrait par rapport à la position définie par la CGT en février 2005, qui situait quand même la retraite anticipée en relation avec la transformation des conditions de travail. Si on voulait résumer par une formule, on ne change rien à l'enfer d'aujourd'hui, mais on vous promet le paradis de la retraite cinq ans plus tôt...

En gros, Thibault a très bien su s'appuyer sur la combativité de la salle, sur des témoignages particulièrement forts pour limiter la contestation et diriger la colère vers une revendication qui, d'une certaine manière, est acceptable par le patronat.

LA RETRAITE ANTICIPÉE, ÇA NE SUFFIT PAS !

On peut en effet considérer que c'est une revendication raisonnable, qui ne touche pas à la productivité du travail, et qui arrange même les employeurs d'une certaine manière : après 55 ans, les travailleurs sont

DEUX VISIONS DU MONDE S'AFFRONTENT.

D'un côté les ouvriers, les travailleurs qui ne supportent plus l'enfer capitaliste et aspirent à un autre monde. Ils doivent se battre pour la retraite anticipée, contre toutes les causes d'usure au travail, même si pour cela on doit remettre en cause la sacro-sainte compétitivité des entreprises, la productivité du travail. C'est une vision basée sur la lutte des classes, sur le rapport de forces.

De l'autre une vision réformiste qui a accepté les règles du jeu de la guerre économique, de la concurrence, du profit, de la compétitivité, et qui ne peut donc pas rentrer dans la contestation radicale de l'exploitation. Ces réformistes tentent alors de négocier ce qui est acceptable. Ils jouent la carte des négociations, des discussions d'experts. Et aucune volonté de construire un rapport de forces véritable.

Quoiqu'il en soit, ce meeting était réussi, l'occasion de montrer que le capitalisme broie les vies des ouvriers, qu'il n'offre aucun avenir. Qu'il faut se battre, se regrouper, se mobiliser pour combattre l'usure des travailleurs par l'exploitation, pour la retraite anticipée. Qu'il y a une véritable combativité et motivation des militants les plus conscients sur la question !

Et qu'au fond, il faut en finir avec cette exploitation même, il faut en finir avec le capitalisme, accoucher d'une véritable société socialiste. Que l'homme soit la priorité et non la production, le profit, le marché !

TEXTE INTÉGRAL SUR :
[HTTP://OUVALACGT.BLOGSPOT.COM](http://OUVALACGT.BLOGSPOT.COM)

«Véritable société socialiste», de quoi s'agit il ? Les expériences de rupture d'avec le capitalisme sont nombreuses et la restauration du capitalisme, dans les pays anciennement socialistes, ne doit pas nous faire oublier qu'un « autre monde est possible » lorsque la classe ouvrière s'empare du pouvoir.

L'expérience chinoise

Pendant la période de transition socialiste, après 1949, les centres de soins furent développés avant tout dans les entreprises. Deux orientations furent prises : la présence de travailleurs médicaux sur le lieu de travail et la formation médicale du travailleur.

FORMER ET PRÉVENIR D'ABORD. Le travailleur médical participait à la production pour s'y familiariser afin de comprendre comment et pourquoi se développaient les maladies professionnelles, les pénibilités, les accidents, etc... Il discutait avec les travailleurs de leurs conditions de travail, de leur expérience à propos de l'apparition, du développement et du traitement des maladies professionnelles. En retour, le travailleur à la production apprenait à connaître et reconnaître les maladies et les risques pour la santé au travail, ainsi qu'à les traiter. Il s'agissait, alors, de « lier la théorie à la pratique ».

La connaissance de la production par le travailleur médical lui permettait de déceler l'origine des maladies professionnelles et de participer, avec les autres travailleurs, à leur élimination. Ainsi, plusieurs découvertes permirent de mettre au point des moyens ou des traitements souvent simples pour éviter les dangers et les pénibilités du travail. Les travailleurs eux-mêmes se mobilisaient pour lutter et prévenir les maladies professionnelles.



Le médecin rouge soigne sur le lieu même de travail

De nombreuses innovations techniques permirent soit d'augmenter la sécurité, soit de diminuer la pénibilité du travail. Ainsi des solutions toutes simples furent développées comme d'installer un système d'arrosage sur les verrières des ateliers pour diminuer les effets de la chaleur, ou de monter des chaises pivotantes pour éviter un surcroît de mouvements.

LE RÔLE DU PARTI, PAR EXEMPLE, DANS LES MINES. Après la révolution de 1949, le parti communiste, au pouvoir, développa un large travail d'éducation des travailleurs. Outre, la mise en place progressive d'équipes médicales dans les mines,

formées de professionnels et de mineurs, il s'agissait alors de mobiliser largement les mineurs pour qu'ils luttent pour transformer leurs conditions de travail et leurs rapports au travail. Le travail sur la sécurité, les innovations techniques, la prévention des maladies et accidents liés au travail visaient à transformer les conditions de travail. Il s'agissait, dans la Chine alors révolutionnaire, pour le parti communiste, de créer les conditions pour que le travailleur devienne le maître de son destin, pour que l'homme soit au centre de la production et pas le profit. **SM**

D'après une publication de l'Association des amitiés franco-chinoises au début des années 1970

Début février, quatre collectifs syndicaux publiaient un appel commun pour le regroupement de tous les militants attachés au syndicalisme de classe. Un premier forum s'est tenu le 26 mai dernier.

Rencontre syndicale

COMPTE-RENDU DU FORUM

Cent cinquante personnes se sont retrouvées pour la tenue de ce forum. C'était un peu moins que prévu, mais ce n'était pas ridicule du tout, la salle étant presque pleine. Un succès relatif donc pour cette première initiative commune. Il manquait, à l'évidence, la participation de syndicalistes de base, de militants (du privé comme du public) actifs dans la défense quotidienne des travailleurs. Or c'est bien à partir de ces camarades-là que l'on reconstruira le syndicalisme de classe. Il y a donc encore du chemin à faire et l'enjeu aujourd'hui, c'est de développer l'initiative.

UNE JOURNÉE «GLOBALEMENT POSITIVE». À ce que nous avons pu constater, tous les camarades présents sont ressortis contents et optimistes, et c'était absolument essentiel pour cette première étape et donner une chance à l'expérience de se poursuivre. Les débats se sont tenus dans les délais et en respectant les horaires. Un signe qui ne trompe pas : rares sont les présents qui sont partis avant la fin ! La journée s'est terminée de manière tonique, sur l'adoption d'une résolution commune et en chantant l'Internationale. Sans aucun doute, le forum a atteint les objectifs qu'il s'était fixé, et nous avons bien avancé. Reste maintenant à poursuivre, et ce n'est pas le plus facile !

LA PAROLE AUX LUTTES. Le camarade du CGT-E Dalkia a expliqué l'histoire agitée qui a conduit à leur sortie de la CGT et à la création de leur syndicat. Une histoire que les lecteurs assidus de notre blog connaissent bien. Deux grèves ont été détaillées, celle de PSA-Aulnay de février-mars, bien sûr, et celle, moins connue, de Sanofi-Aventis-Vitry survenue en janvier-février dernier. Les mobilisations de la jeunesse étudiante-salariée suite à l'élection de Sarkozy ont aussi été relatées avec AG et manifestations à la clé, comme celles prévues pour le 2 juin. D'autres exemples ont été donnés, comme la bataille contre la décision de l'Etat de créer un Ordre des infirmiers à l'image de la structure féodalopétainiste de l'Ordre des médecins. Un tableau des mobilisations récentes a été brossé montrant à la fois la vivacité d'un syndicalisme combatif, l'absence d'organisation de celui-ci et la façon dont les directions confédérales lui mettent des bâtons dans les roues. Un camarade de la CGT-chômeurs a pu, par exemple, nous décrire les rapports conflictuels de cette structure avec l'appareil confédéral.

Quelques leçons de ces luttes ont été ébauchées, mais, disons-le franchement, c'est la partie la moins réussie du forum. Nous avons en quelque sorte reproduit ce qui se passe dans toutes les assemblées syndicales où chacun vient raconter son histoire, où ça va un peu dans tous les sens

et où cela ne construit pas. On en sort ragailardis parce qu'il y a des luttes, on note quelques rendez-vous de manif dans son agenda, c'est sympathique mais au fond, cela ne sert pas à grand-chose...

A PROPOS DU SYNDICALISME D'ACCOMPAGNEMENT. Dans un contexte où le capitalisme ne survit que par la dégradation continue des conditions d'existence des travailleurs, il ne s'agit plus de s'opposer à la précarité, aux restructurations mais de prendre acte et de négocier les rythmes et contenus de cette dégradation. La Sécurité Sociale Professionnelle fait partie de ce «capitalisme à visage humain» qu'espèrent les confédérations et dont elles cherchent à convaincre les patrons. Quant aux structures internationales, CES ou CSI, ce ne sont que des outils d'arrimage du syndicalisme au capital international. Et ce n'est pas le dernier congrès de la CES qui va nous démentir !

Nous notons que la Sécurité Sociale Professionnelle, dont la critique n'était pas très évidente à l'époque où nous avons amorcé le blog Où va la CGT ?, en novembre 2005, est maintenant unanimement rejetée avec un argumentaire solide, à même de nous armer dans les batailles à venir contre le contrat unique.

Nous avons remarqué que la FSU a essayé de faire le même coup que la CGT en imposant une adhésion surprise à la CSI au congrès de janvier à Marseille. La direction n'a pas pu éviter un débat de fond qui a cours en ce moment même. La contestation de la direction et de cette adhésion ne sera sans doute pas majoritaire au prochain vote en juin, mais le débat aura eu lieu.

Sur le syndicalisme dans l'Education (encore) Nationale, une camarade de Sud-Education est intervenue pour mettre l'accent sur les axes délaissés par le syndicalisme réformiste. C'est la question des précaires d'une part, et des personnels ouvriers et administratifs touchés par la réforme Fillon de 2003 sur la décentralisation.

On notera l'intervention de plusieurs camarades de collectifs jeunes CGT. Les jeunes plus précarisés, sont plus facilement acquis à la lutte contre la précarité et à la critique de la Sécurité Sociale Professionnelle. Le syndicat doit accroître leur conscience ou alors il manque à son rôle. C'est aussi important que de mener des luttes victorieuses !

A part cela, peu de choses à dire sur les débats en dehors des quelques accrochages qui ont eu lieu, par exemple sur l'appréciation que l'on peut avoir des syndicats cubains (pour nous des appendices d'un régime exploitant et opprimant les travailleurs dans un cadre prétendument socialiste). Nous pensons que ces accrochages étaient pratiquement inévitables, dans la mesure où ils étaient potentiellement existants depuis l'origine. Cela dit, on a pu

constater que tout le monde s'est quand même tout de suite calmé et que le débat s'est poursuivi tranquillement, y compris entre contradicteurs les plus passionnés. La volonté d'unité a été particulièrement visible, paradoxalement, à ce moment !

De la même manière sur la question du «souverainisme» comme l'a résumé un intervenant. Il y a en fait deux débats semblable-t-il à ce propos, l'un sur l'importance relative des «directives de Bruxelles» sur la politique en France. L'autre sur la nécessité ou pas de prendre des mesures de protection nationale. Il n'y a cette fois pas eu d'incident, mais les contradictions sont peut-être encore plus essentielles, dans la mesure où il ne s'agit pas là d'un syndicat à l'autre bout du monde, mais de l'intervention syndicale de classe ici même, dans nos syndicats, dans nos entreprises !

UN PROJET DE PLATEFORME ET DES MÉTHODES DE LUTTE. Sur le projet de plateforme, il y a eu une bonne discussion, qui a montré à la fois l'unité qui existait réellement entre les participants, et les problèmes qui subsistent encore pour pouvoir avancer. La partie suivante sur les formes et méthodes de lutte a très vite fait consensus entre les participants : démocratie ouvrière, AG décisionnelles, Comités de grève, convergences des luttes, combat contre les bureaucraties... le débat ne s'est pas éternisé car au fond, ce qui était écrit reflétait l'état réel de la pratique de classe dans les mouvements sociaux, qu'il s'agisse de la grève à PSA Aulnay, ou les AG étudiantes. Et les présents étaient d'une certaine manière déjà convaincus !

Le débat a un peu dérapé sur l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis et sur le droit de tendance, certains camarades sont très attachés à ces discussions, et avec des points de vue très différents. Pour avancer, nous devons définir quel est l'enjeu précis de la discussion, et est-il si important que cela aujourd'hui ? Autrement dit : n'est-il pas possible de laisser les contradictions dans l'ombre en attendant des jours meilleurs où nous y verrons plus clairs ?

ADOPTION D'UNE RÉOLUTION COMMUNE. Sur la base d'un projet qui convenait à l'assistance, c'est très important de le souligner, des amendements très minimes ont été proposés et partagés par tous.

Pour résumer : il y a un engagement à faire vivre le regroupement par un bulletin de liaison, une adresse postale et électronique et deux axes de campagne interne et externe aux syndicats : contre la Sécurité Sociale Professionnelle et contre les mesures Sarkozy, avec la défense du droit de grève et le refus du contrat unique. Enfin, tout le monde a convenu de se retrouver à l'automne pour un deuxième Forum du syndicalisme de classe et de masse !

Et c'est en chantant l'Internationale que nous nous sommes séparés, reprenant en cela les vieilles traditions du mouvement ouvrier bien oubliées par le syndicalisme officiel !

RÉSOLUTION FINALE

Après avoir procédé à une analyse approfondie de la situation du mouvement social et syndical, les militants syndicaux réunis au Forum déclarent :

1. Renforcer la concertation et la coordination des pôles d'opposition et de résistance (syndicats de base, UL, UD de la CGT et d'autres syndicats, collectifs, militants) afin de constituer un regroupement pour le syndicalisme de classe et de masse contre la collaboration de classe du «syndicalisme rassembleur», d'accompagnement des politiques capitalistes nationales, européennes et internationales. Ce regroupement, identifié par une adresse postale et une adresse électronique, a pour but de :

- Redonner confiance aux travailleurs dans leur capacité d'action contre les agressions des patrons et de l'Etat capitaliste, pour la défense des acquis de 1936, 1945 et 1968, et pour la conquête de nouveaux droits ;

- Populariser l'arme de la grève comme moyen de lutte pour la défense des intérêts matériels et moraux immédiats des travailleurs, mais aussi pour ouvrir des perspectives anti-capitalistes ;

- Renforcer le courant syndical de classe et de masse au sein des syndicats, jusqu'à la refondation d'une centrale ouvrière de lutte de classe, unifiée et démocratique, renouant avec les principes qui ont présidé à la création de la CGT ;

- Lutter contre la criminalisation de l'activité syndicale, des militants syndicaux et associatifs, pour la défense des jeunes poursuivis en justice suite aux diverses mobilisations.

2. Organiser une campagne nationale contre la Sécurité Sociale Professionnelle, pour la défense du droit de grève, contre le contrat unique de travail, et autres projets de Sarkozy et du Medef.

3. Renforcer la solidarité anti-impérialiste et exercer une vigilance accrue sur le syndicalisme international, notamment vis-à-vis de CES et de la CSI, organisations auxiliaires de l'UE et de l'impérialisme.

4. Editer et diffuser régulièrement un bulletin de liaison – en version papier et par voie électronique – pour :

- populariser les luttes et contribuer à organiser la solidarité militante et financière avec les travailleurs en grève ;

- favoriser la convergence inter-professionnelle des luttes, contre la dispersion des luttes encouragée par les directions syndicales collaboratrices de classe ;

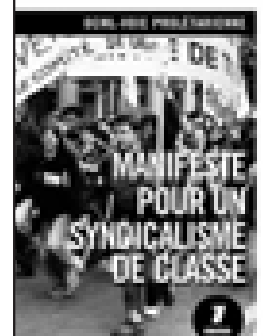
- diffuser des matériaux d'analyse et d'éducation syndicale sur des bases de classe, des contributions et échanges entre collectifs et militants pour contrer le travail de déséducation marqué par l'esprit d'accompagnement et de capitulation.

5. Elaborer, avec les travailleurs en lutte (salariés en activité du privé et du public, privés d'emploi, retraités), une plateforme

syndicale comme outil de défense des acquis et de conquête de nouveaux droits, mais aussi comme base d'un programme revendicatif national et unificateur des luttes pour défendre des intérêts et aspirations convergentes : salaires, conditions de travail, retraites, défense de l'emploi, lutte contre le chômage et la précarité, refus des licenciements, lutte contre le racisme, refus des privatisations, refus des guerres impérialistes.

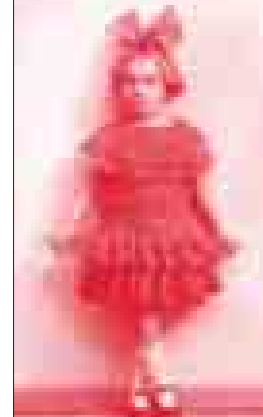
6. Organiser un second Forum du syndicalisme de lutte de classe et de masse avant fin 2007.

À COMMANDER A NOTRE BP



Une brochure **Partisan** 1 euros

À 6 ans, personne ne soupçonnait qu'un jour elle s'abonnerait à Partisan.



ABONNEZ-VOUS À Partisan

Automobile

Le Conseil international des travailleurs de l'automobile (CITA) est un forum auto-organisé qui a lieu tous les deux ans en Allemagne. Le V^e CITA a eu lieu en mai à Stuttgart, centre important de l'industrie automobile. Plus de six cent personnes y ont participé : délégués syndicaux, ouvriers actifs, militants politiques,... d'orientations différentes sont venus de tous les grands groupes automobiles. Deux cent de plus qu'au IV^e CITA.



“ LE TEMPS EST VENU POUR UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE DURABLE ET ORGANISÉE ! ”

Dix-sept délégations du monde entier étaient présentes, beaucoup plus que la dernière fois. Et, bien sûr, un grand nombre de camarades allemands – hommes, femmes et beaucoup de jeunes. Les pays représentés : Philippines, Inde, Amérique du Sud, Burkina Faso, Russie, Hongrie, Serbie, Turquie, Belgique, France, Espagne, USA, Mexique, Colombie, Brésil, Argentine, Chine. Un grand succès qui montre la progression des liens internationaux – malgré les obstacles des patrons et des gouvernements à leurs services. Quatre délégations se sont vues refusés les visas nécessaires à leur voyage.

Sur l'initiative du journal *Partisan*, notre délégation comprenait des travailleurs de PSA-Citroën et de Renault. Nous avons témoigné des bas salaires à PSA-Citroën, et de la dernière grande grève. De la perspective d'en préparer d'autres et de tisser des liens avec les ouvriers des autres pays.

PRÉPARATION. Le CITA est préparé par trois rencontres convoquées par un groupe coordinateur, élu au Conseil par l'ensemble des participants. Toutes personnes et tout groupe local syndical, etc. respectant les idées directrices du CITA peuvent proposer un thème pour les débats. Toutes les tâches sont accomplies par les participants et certaines organisations en Allemagne soutiennent la rencontre comme «Solidarité internationale» qui fournit les traducteurs (1).

DÉROULEMENT. Après l'accueil festif, le premier jour a été consacré aux invités du monde entier. Les différentes délégations apportaient leurs témoignages sur les vies et luttes des travailleurs dans l'automobile. Ont suivi, le jour suivant, différents forums et le troisième jour a été celui des conclusions. Les soirées étaient consacrées aux rencontres conviviales, à la fête et à la visite de la ville.

CONDITION OUVRIÈRE. Les témoignages nous ont permis d'avoir un aperçu global de la politique patronale : développement général des formes de travail précaire ; division systématique des travailleurs : à VW Redense au Brésil, par exemple, chaque travailleur de la chaîne est employé par l'entreprise qui a fabriqué la pièce à monter, tout comme à Smart Moselle. Cette division et cet émiettement de la classe ouvrière pèsent aussi sur les consciences ouvrières et la force sentie.

L'automatisation avance partout : les techniques d'Afrique du Sud sont iden-

tiques à celles d'Allemagne. La classe ouvrière internationale travaille sur un ensemble de sites de production d'un même niveau.

SYNDICALISME. Les directions syndicales dans leur ensemble orientent vers la collaboration de classe. Mais partout des courants de lutte de classe existent qui résistent ou se reconstituent. Les situations sont très diverses : en Russie, par exemple, il s'agit de reconstruire des nouveaux syndicats indépendants. D'autres pays ont plusieurs syndicats ou un seul. Les droits des travailleurs sont très différents. Les militants combattifs subissent parfois l'exclusion de leurs centrales syn-

dicales et la répression de la bourgeoisie, comme les licenciements politiques dans huit (!) pays. La prison (Philippines, Maroc...) et des assassinats (Philippines, Colombie – plus de 60 meurtres en 2007). Avec la progression de la lutte des classes, il faut se préparer à la répression et être vigilant en matière de sécurité.

UNE PUISSANTE FORCE. Pendant ces quatre jours, on a ressenti la force que constitue la classe ouvrière internationale unie et le profond désir de coopération et d'échange. C'est ce désir qui était à la base de l'enthousiasme de la rencontre.

D'importantes luttes ont eu lieu ses derniers temps – en Europe, aux États-Unis

chez VW et General Motors/Opel et aussi chez nous en France chez PSA-Citroën. Et ce n'est pas la télé qui nous l'apprend ! Des plans de restructurations menacent au niveau international et les patrons ont pour projet de nous diviser pour les mettre en place. Seule une résistance concertée peut riposter aux attaques patronales. A la GM, les liens et les luttes internationales ont bien avancé. Devant la riposte le groupe GM a dû, pour l'instant, retirer ses annonces de fermeture d'entreprises !

VERS L'UNION OUVRIÈRE INTERNATIONALE. Le Conseil a beaucoup discuté de cette question et nous avons progressé : une Charte de solidarité, par exemple, a été

élaborée par les délégations présentes de VW et de la GM (2). Les militants et syndicalistes s'engagent, dans cette Charte, à organiser le plus largement possible autour de cette volonté d'unité.

QUELQUES CONCLUSIONS.

1— Ce Conseil et les Chartes de solidarité nous donnent une orientation : Comme disait un membre dans notre délégation : «Je raconterai sûrement à mes collègues les idées reçues ce week-end. Surtout l'idée que différents groupes et courants coopèrent. Nous sommes en quelque sorte dans une course avec les capitalistes. Eux, ils sont en avance par rapport à nous, tandis qu'en tant que classe, les ouvriers sont encore endormis. Pour avancer plus vite, il faut unifier le plus de camarades de gauche possible, les groupes les plus divers pour lutter ensemble contre les patrons. Faute de quoi les capitalistes nous matraqueront...»

2— Il faut établir des liens durables avec nos nouveaux amis d'Allemagne (surtout de DaimlerChrysler), et nos amis d'ailleurs.

3— Il faut multiplier les rencontres comme celle-ci. La préparation du 6ème CITA a commencé. Mobiliser plus de camarades de l'automobile la prochaine fois et de plusieurs sites de PSA et de Renault.

Militants VP

(1) Voir le site : www.automobilarbeiterattacker.chlag.de
(2) voir sur le blog ouvalacgt.overblog.com

La Poste «rationnalise» pour préparer la privatisation

Extrait du témoignage d'un habitant de la commune de Royère-de-Vassivière tiré du journal Creuse-Citron.

«Dans le cadre de la réorganisation du courrier à Royère-de-Vassivière, Faux-la-Montagne, Pontarieux et Bourgneuf, le bureau de poste de Royère-de-Vassivière a eu, dernièrement, la visite d'un "organisateur analyste" dont le but est "d'évaluer en cette nouvelle entreprise qui ne veut pas dire son nom! Éviter le temps non rentable, éviter les liens trop forts entre le facteur et son "client" qui pourraient nuire aux relations commerciales encouragées. Ainsi, un des ces "contrôleurs" accompagna un facteur lors d'une tournée pour effectuer un chronométrage, un contrôle de parcours... Tout imprégné d'un sens un peu trop aigu du service public, du lien social, de l'aide aux personnes isolées de nos campagnes, etc. comme à l'accoutume, ce facteur n'hésita pas à rendre service à des habitants ne se déplaçant que rarement ; ici, ce fut pour un peu de tabac et le journal, d'autres fois, c'est pour des médicaments ramenés de la pharmacie. Cette entraide, cette solidarité, par l'intermé-

diaire du facteur, existent dans nos campagnes depuis bien longtemps. Mais bien mal lui en prit de perpétuer cet acte aussi audacieux qu'archaïque en ces temps de modernité "entrepreneuriale"!

"L'organisateur analyste" n'hésita pas un seul instant à appliquer le règlement postal. D'ailleurs, il n'y a pas si longtemps, il était appelé aux personnels dans une note interne qu'il était interdit d'acheminer des objets non postaux. Après avoir parlé du non respect du règlement, de faute grave, voire carrément de "travail au noir", le fonctionnaire aux ordres envoya un rapport "dénunciatoire" à charges à la direction régionale de La Poste à Limoges. Celle-ci prit alors contact avec la direction départementale de Guéret qui alerta la direction du bureau de poste de Bourgneuf dont dépend l'agent accusé. Elle convoqua alors l'agent qui dut subir un "interrogatoire" de plusieurs heures avec réponses par écrit. A partir de là, elle va décider de la suite à donner à cette "affaire", mais il semblerait que le passage devant une "commission de discipline" avec toutes les conséquences possibles (blâme, mise à pied plus ou moins longue, voire licenciement !) soit ce qui serait retenu.

Rappelons tout de même qu'il n'y a pas si longtemps un ouvrage en deux tomes,

Facteur en France, fut distribué à tous les facteurs. Cette publication faisait l'éloge à longueur de pages du "rôle social du facteur" ! Nous savions que la direction de La Poste n'était pas à une profonde contradiction près, mais là, peut-être a-t-elle dépassé tout ce qui pouvait être imaginé naïvement. » (creusecitron@free.fr)

LA MORALE DE CETTE HISTOIRE,

C'EST QUE LA LUTTE COLLECTIVE PAYS !

Suite à l'appel de cet habitant de Royère-de-Vassivière, la mobilisation de la population pour soutenir le facteur a été considérable. La presse locale, puis nationale s'en est fait écho. Si bien que la direction régionale de La Poste a reculé et, emprunté de mauvaise foi, a prétendu qu'elle n'avait jamais eu l'intention de sanctionner le facteur. Toutefois, elle a refusé d'enlever le procès verbal qui relate cette affaire, du dossier du facteur comme l'exigeait celui-ci. Il est évident qu'elle s'en servira pour ne pas augmenter le salaire du facteur, ce qui aura une répercussion sur le calcul de sa future indemnisation pour la retraite. C'est une autre façon de brimer les syndicalistes et les salariés qui luttent.

NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE !

Alexandra

UN SERVICE PUBLIC AU SERVICE DE QUI ?

Mais au fait, y-a-t-il réellement une contradiction au sein de La Poste entre le «rôle social» de ses agents qu'elle vante dans ce livre, et ses pratiques de gestion ? Nous ne pensons pas que l'on puisse parler de contradiction, car historiquement, le service public s'est construit principalement pour être un service aux entreprises et pas un service aux gens. En effet, les capitalistes avaient besoin d'une infrastructure développée et performante sur le territoire afin de s'approvisionner en énergie, pour permettre le transport à moindre coût des matières premières, des marchandises. C'est l'état qui supporte le coût d'investissement et de fonctionnement de tout cela. Naturellement les particuliers en ont profité aussi mais à un tarif nettement supérieur.

Pour connaître notre position et notre analyse sur le service public vous pouvez consulter un article «Quel service, pour quel public ?» à l'adresse suivante :

<http://ouvalacgt.over-blog.com/article-1985547.html>



Déclaration solennelle des femmes sans-papiers de Valence

Un forum sur les politiques de l'immigration s'est tenu à Grenoble le 20 janvier. Le moment le plus fort en a sans doute été la lecture de cette déclaration par 8 femmes sans papiers de la commission femmes de l'ASTI de Valence.

“ Nous sommes en France depuis deux ans, trois ans, cinq ans, sept ans, et parfois plus de dix ans. Et nous venons de pays très divers : Algérie, Maroc, Tunisie, Angola, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, République démocratique du Congo, République Centrafricaine, Togo, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie, Kosovo, Liban, Moldavie, Russie, Tchétchénie, Ukraine...

Notre venue au «pays des droits de l'Homme» n'a pas vraiment été un choix ! Nous avons très souvent été contraintes à l'exil à cause de la guerre et des conflits qui détruisent tout dans notre pays depuis des dizaines d'années... La France et les pays riches ont souvent des responsabilités quand ils vendent des armes à nos gouver-

nements, soutiennent des dictateurs en place et se taisent aussi trop souvent sur les atrocités commises dans nos pays, silence acheté pour leurs besoins en pétrole, gaz et toutes les richesses multiples de nos pays. Car là, c'est une situation vraiment étrange que celle de nos pays, que l'on continue d'appeler «pauvres», «sous-développés», «moins avancés», alors qu'ils sont riches de toutes ces matières premières tellement convoitées... !

L'appauvrissement grandissant de nos pays est la seconde raison de notre exil. Croyez-vous que, si l'on avait pu vivre dignement au pays, même avec un minimum, on aurait choisi de tout abandonner de notre vie passée ? Nous sommes venues le plus souvent sans passeport ni visa et nous avons eu recours à des passeurs, qui étaient parfois de vrais trafiquants mais aussi parfois eux-mêmes d'anciens pêcheurs ou autres personnes de nos villages, dépossédés de leur travail et de leur gagne-pain par les entreprises multinationales.

Nous avons dû, pour payer ces traversées, vendre tout ce que nous possédions.

Nous avons voyagé, enfermées dans les soutes des cargos ou des avions, cachées dans des camions, à moitié asphyxiées au milieu des marchandises. La faim dans nos

pays, cette faim dont on montre les images sordides à la télé sans jamais en expliquer les causes, est maintenue et sans cesse aggravée par des politiques de la Banque mondiale, du Fonds monétaire International, le maintien de la dette déjà dix fois remboursée, la liberté totale d'action des multinationales responsables de véritables crimes économiques et la conception même de «l'aide au développement» jamais choisie en fonction de nos besoins réels.

Conflantes dans l'accueil de la France, vanté partout dans le monde, nous avons de notre mieux et malgré l'extrême précarité de nos conditions de vie, tout à fait mérité cet accueil.

Nous avons accepté l'exploitation et le mépris, les squats insalubres, la maladie et l'absence de soins toujours avec la crainte du contrôle et de l'expulsion.

A bout d'humiliation et de désespoir, nous avons décidé de rompre le silence et de ne plus nous cacher...

Dans la Drôme où nous habitons, nous nous sommes fait de nombreux amis et nous participons de notre mieux à la vie de nos quartiers : scolarité de nos enfants, activités des associations... Nous avons suivi des cours pour apprendre le français. C'est important pour nous, même s'il n'est pas



Femmes sans papier en lutte pour leur régularisation

question d'abandonner notre langue d'origine que nous apprenons à nos enfants car c'est important pour eux de garder leurs racines.

Nous avons essayé constamment d'être présentes, collectivement non seulement dans notre combat pour obtenir des papiers, mais dans les autres actions pour des droits justes et pour la dignité :

- Participation depuis plus de dix ans à toutes les luttes des sans papiers pour la reconnaissance du droit au séjour pour toutes et tous ;
- Luites pour le travail, le logement, l'école, l'accès aux droits... (soutien à de nombreuses grèves et actions) ;
- Soutien aux lycéens en lutte contre le CPE ;
- Soutien au jeûne de solidarité des paysans, il y a quelques années à Valence, aux intermittents du spectacle, aux ouvriers en grève, la dernière de ces luttes étant celle des Reynold dont certains nous ont parrainées.

(...)

Aussi, tout en continuant à nous battre pour nos papiers, nous entendons rester présentes et vigilantes. Nous avons décidé de faire entendre nos voix, non seulement dans le débat français déjà engagé pour les prochaines élections, mais dans les débats entre la France et nos propres pays, pour dénoncer le système d'oppression internationale qui nous a conduites à l'exil et qui continue à nous opprimer, à nous précariser et à nous exclure dans nos pays d'origine et ici même en France.»

Pourquoi tous les jours des migrants tentent ils, souvent au péril de leur vie de passer en Europe pour y gagner un peu de pain à la sueur de leur front ? Parce que leurs pays sont pauvres. Pourquoi leur pays sont-ils pauvres ? D'après les médias, c'est la faute de dictateurs corrompus... Mais qui corrompt les dictateurs ?

Pourquoi l'immigration ?

Depuis longtemps, les grandes entreprises occidentales achètent à bas prix les matières premières des pays pauvres, elles exploitent, contre un salaire de misère, les populations des pays où elles implantent des usines puis revendent à prix d'or les produits issus de cet échange inégal. Pour mener à bien ce pillage, les grandes entreprises occidentales peuvent compter sur le soutien de l'Etat et de l'armée des grandes puissances auxquelles elles appartiennent. C'est ce que nous appelons l'impérialisme.

On sait bien que Bush et ses associés, très liés aux grandes compagnies pétrolières américaines, ont déclaré la guerre à l'Irak pour mettre la main sur le pétrole irakien. On sait moins que Chirac ne s'est opposé à cette guerre que pour empêcher les USA de faire main basse sur le pétrole irakien que les compagnies françaises achetaient à bas prix. Mieux : après la chute de Saddam, le gouvernement français a exigé du nouveau gouvernement irakien qu'il paie les dettes contractées par Saddam envers la France... Comme les Etats-Unis, la France est un pays impérialiste.

Au Congo-Brazzaville, en 1977, la France

a financé le coup d'Etat de Denis Sassou-Nguesso contre le président, démocratiquement élu, Pascal Lissouba. Le tord de ce dernier était d'avoir voulu renégocier le prix du pétrole congolais auprès de la compagnie française Elf-Aquitaine en s'adressant à des compagnies américaines pour faire monter les enchères. L'impérialisme français a plongé le Congo dans une atroce guerre civile qui devait faire des milliers de morts et de réfugiés.

L'impérialisme français ne se contente pas d'exploiter les populations et de piller le pétrole, il s'efforce de garder le monopole du riche sous-sol africain : minerais, bauxites, diamants, or... Il est le troisième marchand d'armes du monde. Il entretient 11 000 soldats dans des bases militaires en Afrique. Ces bases servent à protéger les intérêts économiques des entreprises françaises. L'impérialisme français arme et finance la plupart des dictateurs africains. Il couvre des élections truquées et les divisions ethniques qui leur permettent de maintenir sa présence. Il ne leur demande en retour qu'une seule chose : servir les intérêts français au dépend de leur peuple.

La France joue un rôle accablant dans une longue série d'événements drama-

tiques, tel que le génocide de 1994 au Rwanda. Pour empêcher les américains de conquérir de nouveaux marchés au Rwanda, la France a armé et soutenu les extrémistes Hutus avant, pendant et après l'extermination de près d'un million de Tutsis et d'opposants aux massacres.

L'armée française est présente au Kosovo, en Afghanistan, au Liban. Total, la compagnie pétrolière, exploite en Birmanie des populations réduites à l'esclavage par la junte locale.

Au sein du bloc impérialiste européen, en concurrence avec l'impérialisme allemand, le gouvernement français tente de s'emparer des richesses, des marchés et des travailleuses et des travailleurs qualifiés d'Europe de l'Est. La confrontation entre impérialisme européen, russe et américain provoque des guerres et des troubles sanglants (ex-Yougoslavie, Tchétchénie, Ossétie du nord...)

Nous ne saurions refuser notre hospitalité à des hommes et des femmes souvent victimes de catastrophes humanitaires et de guerres provoquées par l'impérialisme français. C'est aussi pour cela que nous réclamons la régularisation de tous les sans-papiers, car tous ces migrants sont victimes des puissances impérialistes qui

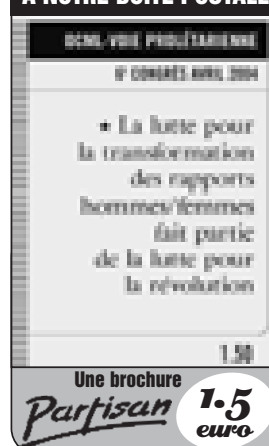
cherchent toutes à conforter leurs positions et à en acquérir de nouvelles.

Certains partis de gauche, particulièrement le PS, se targuent d'augmenter « l'aide au développement », de « multiplier les accords de coopération » avec les gouvernements des pays dominés pour équilibrer les relations internationales et tarir la source des migrations. Le PS propose de faire passer « l'aide au développement » de 0,42% à 0,76% du PIB. Or il est impossible d'ignorer que la dite politique « d'aide au développement » n'a jamais servi qu'à aider les entreprises des pays impérialistes à faire circuler et croître leurs capitaux dans le monde entier. C'est un rideau de fumée humaniste qui masque le pillage des ressources des pays dominés et les mécanismes de la dette en vertu desquels c'est le Sud qui finance aujourd'hui le Nord et non l'inverse !

C'est pourquoi nous exigeons :

**L'annulation de tous les accords sur le contrôle de l'immigration ;
Le droit des peuples à exproprier tous les avoirs, capitaux et entreprises français ;
L'annulation de la dette.**

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



LE CO-DÉVELOPPEMENT EST UNE IMPOSTURE

C'est un fait indéniable que les marchandises, les services et les capitaux circulent d'une manière relativement libre et avec une facilité grandissante dans le monde actuel.

QUELLE LIBRE CIRCULATION ?

Cette tendance est accélérée par les libéralisations, les dérèglementations décidées par les organisations telles que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). Mais aussi par des accords d'association ou des accords communautaires au niveau continental ou au niveau régional comme la Communauté Européenne en Europe, l'ALENA en Amérique du Nord, l'ASEAN en Asie, la CEDEAO en Afrique de l'Ouest, etc.

UNE LIBRE CIRCULATION SÉLECTIVE.

Cependant force est de constater que les êtres humains ne bénéficient pas d'un niveau équivalent de liberté de circulation. Ce niveau de liberté dépend de la nationalité et de la position sociale des individus. En effet, les citoyens des pays dits développés disposent d'un droit quasi-automatique pour circuler sur tout le globe moyennant parfois un visa purement financier accessible à leurs pouvoirs d'achat moyens. Pour les pays dits sous-développés, les classes possédantes et dirigeantes n'ont pas trop de difficultés pour contourner les obstacles et effectuer leurs randonnées planétaires. Restent les classes prolétaires, les couches populaires et même moyennes tentées par l'aspiration à une vie meilleure ou carrément poussées par la répression politique ou la misère vers le bunker ou la forteresse de l'eldorado des pays dits développés. Pour cette catégorie de personnes, les âmes charitables politiques, allant de Le Pen, De Villiers jusqu'aux Verts en passant par le PS et le PCF, ont trouvé le salut, semblerait-il. Ce salut se nomme co-développement. Ce touchant élan de générosité semble tellement peu naturel qu'il mérite qu'on s'y attarde.

UN EMBALLAGE SÉDUISANT ?

Pourquoi vous arracher au prix de mille sacrifices de vos foyers ? Pourquoi ensuite mettre en danger votre vie en prenant tous les risques imaginables et inimaginables pour arriver en France ? Pourquoi rester en France pour survivre dans des conditions de travail et de rémunération esclavagistes et végéter dans des ghettos et des taudis insalubres ? Et en plus, toujours sous la menace de contrôles ou brutalités ou d'humiliations de la part de la police ? Le miracle du co-développement va balayer toutes ces questions et dispenser de tous risques inutiles l'étranger (avec ou sans papiers) en France ou le candidat tenté par la France. Comment ? En bouleversant les lois du capitalisme ? En changeant les rapports inégaux existant entre les pays source de l'émigration et les pays de destination ? En délocalisant dans leurs pays d'origine toutes les activités qu'ils devaient exercer dans les métropoles impérialistes ?

En tout cas, ses architectes le présentent comme un nouveau modèle de coopération basé sur le partenariat avec la société civile et en rupture totale avec un certain passé marqué par le clientélisme, les pra-



tiques barbouzes et le paternalisme. Ces politiciens bourgeois seraient-ils devenus anti-impérialistes ?

CAPITALISME ET CO-DÉVELOPPEMENT.

Le capitalisme est le déséquilibre permanent et le développement inégal, à tous les niveaux, entre les régions, les pays, les secteurs, etc. C'est la recherche du taux de profit maximal, à travers la concurrence, qui est le moteur de la mobilité des capitaux. Les pays dominés restent toujours source de matières premières et débouchés des produits industriels des pays impérialistes dans un contexte de concurrence ouverte et plus vive. Pour la bonne raison que les chasses-gardées héritées des empires coloniaux ont tendance à disparaître. Total-ELF doit se battre pied à pied contre les compagnies américaines au Congo, en Angola pour le contrôle des gisements pétroliers de ces pays. Il en est de même pour Areva concernant l'uranium du Niger. À ces secteurs classiques, il faut ajouter les secteurs publics d'électricité, d'eau, de transport, de télécommunications dont la privatisation a été imposée par la BM et le FMI ces vingt dernières années. Les profits générés dans ces nouveaux domaines sont énormes vu la position de monopole ou de quasi-monopole conféré aux compagnies qui s'y déploient. Ainsi pour l'année 2006, Orange-France-Télécoms du Sénégal a réalisé 220 millions d'euros de bénéfices, soit un taux de rentabilité d'environ 40% en hausse de 25% par rapport l'année précédente. La ponction effectuée par le biais de la dette continue d'une manière terrifiante. En effet, lors de la session de l'assemblée générale des Nations-Unies consacrée au suivi de la Conférence de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement, Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations unies qui ne passe pas pour être un anti-impérialiste acharné, indiquait qu'en 2002, il y avait un transfert net de 193

milliards de dollars des pays du tiers monde vers les pays développés et les organisations multilatérales sous leur contrôle, comme la Banque mondiale et le FMI. Il ajoutait que depuis 1998, ce transfert net avoisinait une moyenne annuelle de 100 milliards de dollars !

Le capitalisme est le déséquilibre permanent et le développement inégal, à tous les niveaux, entre les régions, les pays, les secteurs, etc. C'est la recherche du taux de profit maximal, à travers la concurrence, qui est le moteur de la mobilité des capitaux. Les pays dominés restent toujours source de matières premières et débouchés des produits industriels des pays impérialistes dans un contexte de concurrence ouverte et plus vive. Pour la bonne raison que les chasses-gardées héritées des empires coloniaux ont tendance à disparaître. Total-ELF doit se battre pied à pied contre les compagnies américaines au Congo, en Angola pour le contrôle des gisements pétroliers de ces pays. Il en est de même pour Areva concernant l'uranium du Niger. À ces secteurs classiques, il faut ajouter les secteurs publics d'électricité, d'eau, de transport, de télécommunications dont la privatisation a été imposée par la BM et le FMI ces vingt dernières années. Les profits générés dans ces nouveaux domaines sont énormes vu la position de monopole ou de quasi-monopole conféré aux compagnies qui s'y déploient. Ainsi pour l'année 2006, Orange-France-Télécoms du Sénégal a réalisé 220 millions d'euros de bénéfices, soit un taux de rentabilité d'environ 40% en hausse de 25% par rapport l'année précédente. La ponction effectuée par le biais de la dette continue d'une manière terrifiante. En effet, lors de la session de l'assemblée générale des Nations-Unies consacrée au suivi de la Conférence de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement, Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations unies qui ne passe pas pour être un anti-impérialiste acharné, indiquait qu'en 2002, il y avait un transfert net de 193

LE CONTENU RÉEL

DU CO-DÉVELOPPEMENT LÀ-BAS.

Le FMI et la BM ont imposé une politique de dérèglementations et de libéralisations qui s'est traduite par la réduction de la fonction publique, l'effondrement des dépenses de santé, d'éducation et des subventions aux denrées de première nécessité. Une grande partie des couches supérieures s'est retrouvée sur le carreau. Le déclassement de ces couches représente un danger pour la paix sociale car elle est instruite, organisée et concentrée dans les centres urbains. La manne du co-développement leur est essentiellement destinée à travers des organismes ou des ONG où ils se sucent bien. Environ 70 % des budgets sont affectés à leurs confortables salaires. Le reste est consacré à des investissements dans l'eau, la santé, les micro-crédits dans certaines zones urbaines ou péri-urbaines où tous les services publics de

l'Etat ont quasi disparu. Certaines de leurs actions sont aussi orientées vers des zones rurales en disette durant la période de soudure où la récolte précédente est épuisée dans l'attente de la prochaine récolte. Le co-développement peut être assimilé dans une moindre mesure à la distribution de minima sociaux (RMI, RMG, Income Comfort) comme coupe-faim dans les pays capitalistes développés pour prévenir un embrassement général.

A l'issue de ce survol, il est clair que le co-développement ne constitue ni un bouleversement des rapports de domination entre les pays impérialistes et les pays dominés, ni un projet de développement capitaliste de ces derniers dans le cadre de délocalisations industrielles planifiées. Il est un outil idéologique et économique de gestion des flux migratoires pour construire un consensus sur cette gestion dans les pays impérialistes et préserver un minimum de paix sociale dans les pays dominés. On pouvait s'en douter dès le début. La ficelle était très grosse. Car alors qu'ils disposent de moyens considérables dans les métropoles impérialistes avec une pauvreté croissante, comment pourraient-ils prétendre éradiquer la pauvreté dans les pays-source de l'immigration ?

Nous nous opposons au capitalisme et à sa logique. Face aux obstacles à la libre circulation des travailleurs, nous ne voulons pas être plus royalistes que le roi comme les alter mondialistes qui revendiquent une régulation de la circulation des autres facteurs (capitaux, marchandises et services) au même titre que le travail. Les seules revendications favorisant l'unité et la solidarité de tous les travailleurs sont les suivantes :

- **Liberté de circulation de tous les travailleurs !**
- **Égalité de tous les droits pour tous les travailleurs, y compris le droit de vote à toutes les élections !**

Nicklas



LE CONTENU RÉEL DU CO-DÉVELOPPEMENT ICI

Il y a une similarité entre les gouvernements de gauche et de droite qui se sont succédés sur l'instrumentalisation poli-

Europe de l'Est

Les patrons délocalisent ! En Europe de l'Est, les salaires sont de 300 euros... Ce que les médias oublient de nous dire, c'est que nos exploitateurs «délocalisent» aussi licenciements, grèves, syndicats et revendications.

Nos salaires !

R **ROUMANIE : 20,6%.** En 1999, Renault a racheté l'usine DACIA, située à Pitesti, à cent kilomètres de Bucarest. Dix-sept milles travailleurs ont alors été licenciés. Sur vingt-huit milles = 60% ! Délocalisation du capital ne veut pas dire création d'emplois ! Les onze milles restants produisent la Logan. Un succès : 100 millions d'euros de bénéfices en 2006. Et des salaires à 200 euros... En février 2007, la direction propose 6% d'augmentation, ça ne couvre pas l'inflation. Débrayage d'avertissement de deux heures. La direction monte à 15,5%. La grève totale est prévue à partir du lundi 26 février. Elle n'aura pas lieu. La direction accorde 20,6%.

• **TCHÉQUIE : 24%.** Mardi 17 avril. Un mouvement de grève démarre chez SKODA, à Mlada Boleslav. Filiale de Volkswagen, vingt-deux milles personnes. «Symptomatique d'un pays où le décollage économique commence à susciter de fortes tensions sur le plan social» (Le Monde, 18 avril). La direction avait d'abord proposé 7,5% d'augmentation, puis 15%. Revendication des grévistes : 24%.

• **POLOGNE : 20%.** FIAT, à cent kilomètres au sud de Varsovie, est la plus grosse usine du pays. Début mars, un premier mouvement obtient 120 zlotys pour tous (55 euros, soit près de 20% pour les bas salaires). Mais le travail ayant mérité, on apprend que les 220 zlotys sont descendus à 190. La grève reprend, totale cette fois, avec tout un cahier de revendications. A la télé, un délégué syndical déclare que «la grève continuera tant que les Polonais seront considérés comme une réserve de main-d'œuvre pas chère et flexible pour toute l'Europe». Les 220 zlotys ont été rétablis.

• **POLOGNE : 40%.** HCP, à Poznan, fabrique des moteurs, pièces mécaniques et autres éléments de bateaux. Les salaires ont été réduits trois fois ces dernières années, en 2002, 2003 et 2004. Et gelés depuis. Le syndicat officiel ne fait rien, ne propose rien. Début 2007, des débrayages «sauvages» ont lieu régulièrement en équipe du matin : 11

débrayages en trois mois. La direction crée un deuxième syndicat pour «négocier», tellement le syndicat officiel est déconsidéré. La négociation est prévue pour le vendredi 13 avril. Le mardi 10, surprise : les nouveaux «représentants du personnel» arrivent tout bronzés, après le long week-end de Pâques, en annonçant qu'ils ont signé un accord avec 150 zlotys pour tous (40 euros). Débrayage immédiat. Revendications : élection de vrais représentants par le personnel pendant le temps de travail, et négociation à la date prévue. La direction cède : Ok ! Mais retournez au travail.

Deux militants d'Initiative Ouvrière* sont élus, sur la base d'une revendication de 500 zlotys (150 euros, soit près de 40% d'augmentation tout de même !), et une «stabilisation» des emplois du temps. Le vendredi matin, jour de la négociation, on apprend que les deux délégués ont été virés. C'est la grève totale. Avec une revendication supplémentaire : la réintégration des deux collègues.

La direction les réintègre et tente diverses manœuvres : les isoler à la table de négociation en convoquant aussi les délégués anti-grévistes. Ils sont ainsi deux à une table de quinze. La direction mobilise les chefs qui sortent un tract : «La grandeur du pays», «les emplois de la Pologne qui doivent rester aux polonais», «le noyautage des mécréants même pas catholiques», etc. Enfin organisation d'un vote sur de nouvelles propositions : 140 zlotys bruts pour tous, et de 0 à 170 individuellement au mérite.

La proposition patronale a été rejetée. Initiative Ouvrière a organisé des collectes dans toute la ville, a appelé à renforcer le piquet de grève pour le cas où la police essaierait de faire rentrer des jaunes. Au bout de sept semaines de lutte, toute la ville ne parlait que de cette grève.

• **PAYS BALTES : JUSQU'À 45%.** Augmentation moyenne des salaires en 6 mois : 16,4% en Estonie, 21,1% en Lituanie, et 22,7% en Lettonie, soit un rythme annuel de plus de 45% pour ce dernier pays !

* Initiative Ouvrière est une organisation anarchosyndicaliste (genre CNT)



G8

Le dernier sommet s'est déroulé en Allemagne, à ce propos nos camarades du Parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD) on fait, une déclaration, le 26 mai 2007, dont nous vous donnons des extraits.

UN «AUTRE MONDE» CE SERA UN MONDE SOCIALISTE

“ Comme de vulgaires criminels derrière des barreaux, entourés de fils de fer barbelés, gardés par d'importantes forces de police, c'est ainsi que les chefs de gouvernement des États les plus puissants de la planète se sont rencontrés à Heiligendamm près de Rostock. Les participants à ce sommet sont les forces dirigeantes en matière d'oppression et d'exploitation des peuples du monde. (...)

«Un autre monde est possible», tel est l'un des principaux slogans de la manifestation. Quant à la question de savoir à quoi ressemblerait réellement ce monde, il y a différentes opinions. En conformité avec l'unité des protestations, cette question devrait être débattue ouvertement et démocratiquement.

ATTAC et le Linkspartei*, par exemple,

“Ce que nous voulons, ce n'est pas un «capitalisme régulé», — nous ne voulons plus de capitalisme du tout !”

sont toujours en train de parler d'un «capitalisme sauvage» qui se soumet l'humanité aux moyens d'une «politique néolibérale», et ils répandent des illusions sur un soi-disant «État social» qui aurait existé auparavant. Comme si l'impérialisme avait été enchaîné par l'État il y a quelques années ! Non, les appareils d'État des pays impérialistes ont toujours été des instruments au service des monopoles dominants. Les guerres mondiales en sont la preuve.

Ce que nous voulons, ce n'est pas un «capitalisme régulé» — nous ne voulons plus de capitalisme du tout, parce que nous voulons mettre fin à l'exploitation et à l'oppression de l'homme par l'homme. Un autre monde ne peut être mis en place que par le renversement révolutionnaire de l'impérialisme, avec l'objectif du socialisme véritable. Seuls ceux qui n'ont pas regardé au-delà des conditions actuelles, ceux qui croient que l'humanité n'est pas capable de tirer les leçons de ses premières tentatives pour faire vivre le socialisme, capitulent dès le départ devant l'apparente supériorité des puissances dominantes.

Derrière les façades blanches de Heiligendamm, la construction du désordre impérialiste mondial est en réalité minée dans ses fondations mêmes. Toutes les conditions matérielles d'un ordre mondial socialiste, réellement «autre», sont déjà présentes depuis longtemps. Dans les actions communes de la force de travail internationale des grandes entreprises, dans l'unification des forces anti-impérialistes à travers le monde, dans la solidarité internationale du mouvement combatif des femmes, dans le front planétaire contre la catastrophe environnementale menaçante, une chose apparaît clairement : le crépuscule des dieux du capital financier international a commencé. Cela accroît l'importance de la construction, du renforcement et du développement de la coopération des organisations marxistes-léninistes... »

* Un parti social-démocrate de gauche



LE GPS DONNE LA POSITION DES IMPÉRIALISMES

L'agence spatiale russe a annoncé le lancement de huit satellites de navigation avant la fin de l'année 2007. Ces satellites devraient élargir le champ du système GLONASS hors du territoire russe, vers l'Europe et l'Asie. En principe, GLONASS sera effectivement «global», c'est-à-dire planétaire, en 2009. Conformément à son nom : Global Navigation System.

DU MONOPOLE À LA CONCURRENCE ! Ne parlez pas de GPS russe. Le Global Positioning System est le nom du système américain. Ouvert aux utilisations civiles depuis 1993, il est le concurrent dont il faut casser le monopole. Comme internet, le système GPS a été créé par l'armée, pour l'armée, et reste sous le contrôle du Pentagone. Techniquement parlant, la Maison Blanche peut décider de brouiller les signaux GPS sur une portion précise du globe. Il est évident qu'elle ne se priverait pas de le faire en cas de guerre ou de crise aiguë... sauf si ses troupes sont sur place !

Vous avez entendu parler aussi de GALILEO, le challenger européen. Et de BEIDOU, le système chinois ? Il comporte déjà quatre satellites. Nous avons donc trois «GPS challengers» : le russe, le chinois et l'européen, et le moins avancé est l'européen (il sera peut-être opérationnel en 2012).

FAIBLESSES DE L'IMPÉRIALISME EUROPÉEN. On sait que les Américains ont tout fait pour

empêcher puis retarder le projet européen. Mais ses faiblesses sont surtout le reflet de celles de l'impérialisme européen lui-même. La concurrence est toujours vive entre pays, plus précisément entre grands groupes industriels participant au projet : Deutsche Telekom (Allemagne), AENA et Hispasat (Espagne), Finmeccanica (Italie), Alcatel et Thalès (France), Immarsat (Royaume-Uni), et EADS.

GALILEO, à l'image de l'Europe, est une construction industrialo-militaire, et non militaro-industrielle. « Il faut admettre que des recettes substantielles peuvent être générées par les utilisateurs militaires », a déclaré Jacques Barrot, commissaire aux Transports de l'UE, pour sauver le projet européen. En d'autres termes, l'Europe est un ensemble économique qui construit lentement ses aboutissants politique, étatique et militaire, alors que les trois autres impérialismes n'ont pas ce problème de centralisation étatique. Bien sûr, la puissance économique reste le moteur de l'impérialisme militaire. Et la hausse récente des prix du pétrole et du gaz n'est pas pour rien dans l'accélération du projet russe GLONASS.

En résumé, les systèmes de navigation par satellites sont un bon moyen de positionnement... des impérialismes eux-mêmes. La guerre économique qui les oppose fait rage. Le leader US est d'autant plus agressif qu'il est sur la défensive. L'impérialisme russe essaie de revenir dans la course. Le dernier arrivé, l'impérialisme chinois, avance trois

fois plus vite que l'impérialisme européen...

ET LE POSITIONNEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE ? Un système de navigation spatial, pour être « global », nécessite un minimum de 24 satellites. Il faut trois satellites au-dessus d'un point du globe pour le situer par triangulation, et un quatrième pour en déterminer l'altitude. Par sécurité, il en faut un peu plus de 24 au total (30 pour Galileo). Mais quatre systèmes, c'est une aberration et très coûteux. Le symbole même des gaspillages énormes engendrés par la concurrence capitaliste quand la majorité des êtres humains n'ont pas de quoi vivre décemment.

D'un autre côté, toute la vie économique et sociale aujourd'hui passe par l'espace : la météo, l'agriculture, les télécommunications, la vie financière — Bourses et banques —, l'organisation des transports (navires, poids lourds), etc. Le chiffre d'affaire du secteur GPS était de 15 milliards de dollars en 2006. Il progresse de 25 à 50% par an.

La nouvelle réalité économique est de plus en plus mondialisée, au quotidien. Quand je regarde, sous l'abribus, dans combien de temps va arriver le prochain bus, j'utilise une information... sous contrôle du Pentagone. Cette situation pose en termes nouveaux le problème de l'indépendance, c'est-à-dire de la viabilité, d'un pouvoir ouvrier aujourd'hui, dans un cadre unique-mondial. **MC**

Dans les deux précédents articles nous avons décrit la réalité de la lutte des classes au Vénézuela ainsi que les racines idéologiques de la « révolution bolivarienne ». Le processus en cours dans ce pays a amené les forces se réclamant du communisme à prendre position, au Vénézuela, mais aussi en France. La position des marxistes-léninistes s'appuie sur la défense du Vénézuela contre les tentatives impérialistes de renversement de Chavez, mais aussi sur le soutien à l'organisation indépendante de classe des ouvriers et des paysans pauvres.

Les communistes et le Vénézuela

BANDERA ROJA est une organisation qui se revendique du marxisme-léninisme et plus particulièrement du courant anciennement pro-albanais. A ce titre, elle était partie prenante de la Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes (ICMLPO) à laquelle participe le PCOF en France. Elle en a été exclue en octobre 2005 pour avoir persisté « dans ses activités au service de l'impérialisme et des secteurs réactionnaires qui sont opposés au processus démocratique et populaire qui est en cours dans ce pays ».

En effet, Bandera Roja s'est fait, dès le départ, l'avocat des secteurs «oppositionnels» à Chavez, voyant dans le dirigeant de la révolution bolivarienne «un fasciste». Bandera Roja aura participé à toutes les tentatives de coup d'état et de déstabilisation, on le sait, soutenues par la CIA. Cette organisation a même été jusqu'à organiser des éléments armés contre les piquets de grève ouvriers et étudiants. Une démarche ouvertement pro-impérialiste qui la fait définitivement s'exclure des rangs du mouvement ouvrier.

LE PCV (PARTI COMMUNISTE DU VENEZUELA)

est un parti révisionniste anciennement pro-soviétique, qui, à l'instar des autres PC latino-américains, avait rejeté les expériences de guérilla des années 60-70, influencées par les idées de Che Guevara et l'expérience cubaine. L'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité) qui regroupait dans les années 60, les groupes se revendiquant du guérillisme écrivait ainsi lors de

sa première conférence de La Havane en 1967 : «L'OLAS condamne la position boiteuse et opportuniste de la direction de droite du Parti Communiste du Venezuela, qui en abandonnant la voie de la lutte armée, trahit les principes révolutionnaires et se soumet aux intérêts de l'impérialisme, des oligarchies et de toute leur politique d'oppression.» Le PCV avait rejeté la lutte armée après l'avoir utilisée comme tactique de pression sur la bourgeoisie vers la fin des années 50. Une fraction du parti décida de poursuivre la lutte armée comme stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir. Douglas Bravo et le FLN-FALN (Front de libération nationale-forces armées de libération nationale) conduisirent une lutte armée en opposition au légalisme du PCV, mais tout en gardant leurs distances par rapport aux Cubains. Cette expérience se solda néanmoins par un échec.

Dès le départ, le PCV a décidé d'appuyer l'expérience de Chavez tout en gardant certaines distances. Mais très vite, les réticences préliminaires ont disparu et le PCV est désormais un des appuis les plus sûrs du président vénézuélien. Participant à la coalition électorale pro-Chavez, le PCV a réagi très positivement à l'annonce de la création d'un Parti Socialiste Unifié du Venezuela et discute actuellement à tous les niveaux de son appareil, de son ralliement à ce parti (donc de sa propre autodissolution). Il écrit ainsi que le 4ème Plénum du CC réuni à Caracas le 21 décembre 2006 «a tenu une discussion large, ouverte et enrichissante sur la proposition du Président Hugo Chavez, leader suprême du processus révolutionnaire bolivarien, à propos de la construction du PSUV. Le CC du PCV entérine sa disponibilité historique pour la construction de l'unité, la plus large possible, des forces révolutionnaires et démocratiques, dans notre pays, sur le continent et dans le monde pour arrêter et liquider l'impérialisme US».

Il est donc fort possible, étant donné qu'il siège déjà au gouvernement à travers un ministère, que le PCV cesse d'exister prochainement sous cette forme, pour rejoindre l'ensemble de la coalition pro-Chavez dans le PSUV. Il va de soi que cette allégeance implique de s'opposer aux revendications ouvrières les plus radicales. Les contradictions avec la base du PCV qui appuie ces revendications tout en tentant de rester solidaire avec le processus en cours est un ferment pour l'émergence d'un véritable courant communiste marxiste-léniniste au Vénézuela, qui ne pourra s'affirmer qu'en conflit avec les intérêts de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie.

Nous ne dirons pas grand-chose de la nébuleuse trotskiste, aussi éclatée que fantomatique si ce n'est que le Parti Révolution et Socialisme (PRS), organisation liée à la LCR en France, s'est spécialisée dans la construction de la nouvelle organisation syndicale pro-Chavez, l'UNT.

LA POSITION DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES. En France, de nombreuses organisations se revendiquant du communisme sont orphelines d'un modèle à suivre, qui de regretter l'Union soviétique, qui la Chine, qui l'Albanie, qui Cuba.



La révolution chaviste serait-elle le nouveau modèle?

Le Vénézuela arrive à point nommé pour ces suivistes invétérés, et on est particulièrement étonné à la lecture de l'abondante presse d'extrême-gauche de voir si peu de critiques formulées à l'endroit de la «révolution bolivarienne» et de voir tant d'enthousiasme quant à une politique économique et sociale qui handicape certes l'impérialisme US, mais au bénéfice... de la bourgeoisie nationale vénézuélienne.

On a tendance aujourd'hui à juger que la contradiction principale est entre la superpuissance états-unienne et ses alliés impérialistes et le reste des États en voie de développement ou émergents. D'où l'ambiguïté entretenue sur Chavez et le Vénézuela qui seraient «le rempart» à «l'hégémonie de l'Empire». D'où également le vide idéologique entretenu sur le programme communiste quant à la question nationale démocratique.

Pour nous, marxistes-léninistes, il s'agit tout d'abord de réaffirmer que le Front uni anti-impérialiste est une tactique d'alliance entre les classes pour avancer le programme de la révolution nationale démocratique lorsque cette étape est nécessaire, c'est-à-dire quand les rapports sociaux sont marqués par le semi-colonialisme et le semi-féodalisme (voir par ailleurs nos articles sur le Népal). Le Vénézuela est un pays dominé par l'impérialisme, marqué par le semi-colonialisme mais où le semi-féodalisme n'est pas la donnée principale. Nous sommes en présence d'un pays où le capitalisme est encore largement dépendant de l'impérialisme. Parce que le pétrole est la ressource principale du pays et qu'il est devenu un enjeu majeur au niveau économique mondial, la bourgeoisie nationale tend à occuper sa place et à supplanter la bourgeoisie compradore. Le but de la bourgeoisie nationale est d'occuper la place dominante en économie et en politique, c'est pourquoi elle freine les revendications ouvrières qu'elle a, un temps seulement appuyées, dans sa lutte contre la bourgeoisie compradore. D'un rôle «révolutionnaire», la bourgeoisie nationale vénézuélienne est passée à celui de «réactionnaire». La contradiction principale est aujourd'hui entre prolétariat et paysannerie pauvre et bourgeoisie nationale (quand bien même elle s'aurole de «chavisme»). La contradiction secondaire est entre la bour-

geoisie nationale vénézuélienne et l'impérialisme américain. Contradictoirement à ce que les déclarations publiques laissent entendre, les monopoles impérialistes continuent à faire des affaires et le mouvement des masses est cantonné dans ce qui est «acceptable» (en gros la lutte contre la corruption et le clientélisme hérité de la bourgeoisie compradore).

En cas d'intervention impérialiste US, directe ou indirecte, nous appelons à sa défaite et nous soutiendrons tactiquement et militairement Chavez. Dans l'immédiat nous soutenons le mouvement des masses ouvrières et paysannes pauvres, des déshérités des quartiers populaires pour avancer vers la constitution d'un véritable parti communiste au Vénézuela qui puisse diriger la révolution et construire le véritable socialisme.

C'est pour nous la seule position marxiste-léniniste d'avant-garde qui prenne comme base que seule la classe ouvrière est révolutionnaire jusqu'au bout.

Un sympathisant VP



Liban

L'association Les Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani (AFCGK), aide depuis des années à la création de jardins d'enfants dans les camps de réfugiés palestiniens du Liban, en particulier ceux du nord, Beddawi et Nahr el Bared. Elle entend interpeller l'opinion publique sur la situation dramatique des civils palestiniens du camp de Nahr el Bared et appelle à un soutien financier pour aider les habitants victimes des tirs aveugles de l'armée libanaise. Depuis des semaines, nous avons averti ceux qui aident le peuple palestinien, du danger que représentait le groupe terroriste «Fatah al-Islam» qui rendait la vie impossible aux réfugiés du camp. Malgré les appels des organisations palestiniennes au Liban, le gouvernement libanais a laissé pourrir la situation jusqu'à l'escalade de ces derniers jours, et finit par punir collectivement la population palestinienne réfugiée par des bombardements massifs, y compris des habitations civiles. A l'heure où nous écrivons ces lignes, au moins une trentaine de réfugiés palestiniens civils ont été tués ou blessés très gravement. Nous appelons ceux et celles qui ne veulent pas se taire face à ce drame humain intolérable, à nous aider dans notre appel financier exceptionnel, ou à s'informer sur la réalité de la vie des réfugiés palestiniens au Liban sur notre site <http://fcgk44.free.fr>

Ils peuvent aussi nous écrire à :

fcgk44@free.fr

ou à :

AFCGK, 3 rue Alfred Riom,
44000 Nantes

QUINZE MILLE EUROS... AU SIONISME

Le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, dirigé par le Parti «communiste» français, vient de verser 15 000 euros pour un partenariat avec Israël. Tandis que le PCF dénonce les agressions israéliennes envers le peuple palestinien, certains de ses responsables. Quinze mille euros pour que les autorités israéliennes détruisent tout ce qu'elles peuvent en Palestine, vies, villages, agriculture, et pour dire au monde «civilisés»: «nous allons planter le désert». Quinze mille euros pour un nettoyage ethnique en Palestine, sous la bénédiction de Bush et le regard complice et hypocrite de l'Europe unie. Hier, on appelait ça la Solution finale! Un grand merci au Conseil Général de la Seine-Saint-Denis.

Un lecteur

**À COMMANDER
À NOTRE BOITE POSTALE**

« La lutte
anti-impérialiste
et la question
nationale
aujourd'hui »

Une brochure
Partisan
1.5 euro

De la nécessité de comprendre les lois de l'histoire

Pendant longtemps la conception que les hommes se faisaient de l'histoire est restée extrêmement liée aux conceptions religieuses. Elles considéraient que les hommes par eux-mêmes étaient incapables d'influer sur le cours des choses. La seule attitude sage consistant alors à s'en remettre à la volonté divine. C'est ainsi que la plupart des conceptions religieuses, en partant du fait qu'il est impossible, à cause de faiblesses humaines, de parvenir au règne de la paix, de la justice et de l'égalité en ce bas monde, renvoient cette réalisation au paradis.

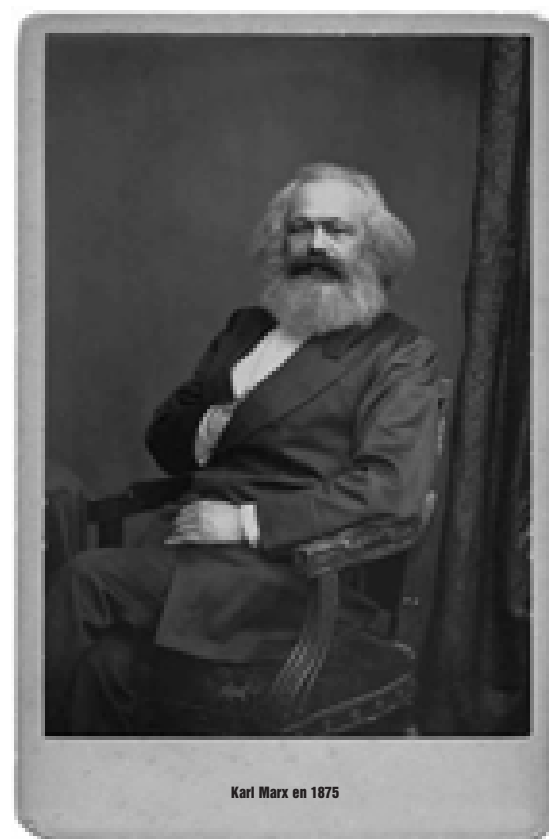
L'ÉLABORATION DE L'IDÉE DE L'HISTOIRE. Il a fallu du temps pour que l'idée que les hommes sont capables de prendre des dispositions, de manière raisonnée et consciente pour orienter favorablement le cours de l'histoire. C'est une idée qui s'est développée et approfondie à travers les œuvres de quatre philosophes allemands.

C'est d'abord au dix-huitième siècle qu'**Emmanuel Kant** formule sa célèbre thèse selon laquelle, les hommes étant doués de la raison et non d'un simple instinct comme les animaux, devraient logiquement parvenir, au fil des générations, à améliorer progressivement l'usage qu'ils font de cette raison. Ce progrès de la raison, selon lui, finira par conduire les hommes sur la voie de l'élévation de leurs idées morales, leur permettant de gérer la société sur la base du droit et non plus de la force. Et sur le plan mondial, ils devraient parvenir à la mise en place d'une société cosmopolite, c'est-à-dire un système de relations entre les nations, fondé sur des échanges justes entre êtres raisonnables aboutissant à l'instauration d'une juridiction internationale, garante de la coexistence pacifique entre les États.

FATALISME OU PROGRÈS DE L'HUMANITÉ ?

Ce point de vue avait incontestablement le mérite d'envisager l'idée d'un progrès de l'histoire humaine, d'une conduite raisonnable à la portée des hommes éclairés par la raison, au lieu d'être vécue comme un destin aveugle et incontrôlable. Il s'agissait là d'un grand idéal, mais la question demeurerait de savoir si ce n'était pas un espoir vain à cause de la nature même des hommes.

Au siècle suivant, **Friedrich Hegel**, s'attachera à développer en un système complet, un point de vue que Kant lui-même avait déjà pressenti. C'est l'idée que la raison finira par s'imposer dans le monde, mais qu'elle ne le fera qu'en se réalisant à travers les passions et les conduites irrationnelles des hommes. Au fond, dit Hegel, il ne faut pas trop s'inquiéter et désespérer du spectacle attristant que nous offrent les guerres, les massacres et autres atrocités. L'État sera parvenu à sa forme rationnelle, en dépassant la sphère étreinte des intérêts privés pour satisfaire aux exigences



Karl Marx en 1875

raisonnables et universelles de l'existence sociale humaine.

Le point de vue d'Hegel comporte l'intérêt fondamental de nous enseigner que c'est à travers la réflexion sur l'histoire elle-même que nous devons parvenir à en dégager le sens, qu'il ne faut pas chercher ailleurs, ni au-delà, le moyen de comprendre l'évolution du monde.

Malheureusement, ce point de vue comportait en même temps un inconvénient : il accordait en définitive une justification morale à la domination ayant entraîné des guerres, selon la thèse qu'en définitive c'est le résultat qui compte. Il fallait admettre que les peuples et les individus soient sacrifiés puisque la raison universelle n'a pas d'autre moyen pour arriver à sa propre réalisation.

POUR UNE THÉORIE SCIENTIFIQUE DE L'HISTOIRE.

C'est encore ce fatalisme historique que les deux autres penseurs, **Karl Marx** et **Friedrich Engels**, parviendront à dépasser en démontrant que « ce sont les hommes eux-mêmes qui font l'histoire ». Ils la font certes dans des conditions qu'ils n'ont pas eux-mêmes créées, qui les dépassent très largement et qu'ils ne maîtrisent pas complètement, mais cela ne leur enlève pas la possibilité d'agir sur les conditions objectives et subjectives du développement historique. Il faut pour cela qu'ils parviennent à la compréhension exacte des lois du développement historique des sociétés, et ce sont ces lois fondamentales que Marx et Engels ont

principe sur lequel s'appuie la théorie du socialisme scientifique.

DES AVANCÉES ET DES ÉCHECS. Les avancées considérables réalisées, en très peu de temps à l'échelle de l'histoire humaine, aussi bien par la révolution russe que par la révolution chinoise en matière d'organisation de société, de planification de l'économie, de développement de la santé, de la culture et de l'éducation dans le développement des connaissances scientifiques, de même que le progrès social obtenu en matière de sécurité sociale, de congés payés, de développement culturel en faveur des classes exploitées dans d'autres pays, ont démontré le bien fondé de la théorie du socialisme scientifique et du communisme.

Cependant pour des raisons historiques que l'on peut parfaitement analyser, deux facteurs principaux ont brisé cet élan et freiné cet essor. Un facteur externe qui est la lutte acharnée menée par les capitalistes sous toutes les formes possibles (économiques, politiques, idéologiques et militaires) pour combattre le système socialiste.

Et deuxièmement, un facteur interne constitué par les faiblesses diverses du système socialiste (faiblesse idéologique dans certains cas, erreurs politiques ou erreurs d'appréciations économiques, mauvaise résolution des contradictions au sein du peuple, déviations bureaucratiques, insuffisance de développement des forces productives...), a contribué à la perte de cette bataille contre les forces réactionnaires... Ainsi donc, dans cette lutte entre deux orientations possibles pour l'humanité, le capitalisme semble avoir momentanément triomphé. Mais cela ne se vérifie pas car les mêmes problèmes qui avaient engendré les révolutions persistent. La contradiction entre le niveau de développement des forces productives et la persistance des drames de l'humanité comme la misère, le chômage, les guerres, l'exploitation, les conditions d'existence difficiles voire insupportables pour de nombreux peuples... tous cela montre que le triomphe des capitalistes n'est pas forcément l'expression d'une avancée fondamentale de l'humanité.

VERS DE NOUVELLES RÉVOLUTIONS. Voilà pourquoi, sous des formes nouvelles, tous les idéaux qui étaient ceux du socialisme et du communisme continueront à se manifester parmi les peuples. Et c'est justement la peur de voir tous ces idéaux se manifester explicitement, qu'ils tentent d'empêcher ce qui, à terme paraît inévitable. Il y aura forcément de nouvelles révolutions, certes on peut gager qu'elles ne se feront certainement pas de la même manière, mais ce qui est sûr c'est qu'elle progresse.

C'est la tâche de tous les hommes conscients et soucieux de l'avancée de l'humanité que de ne pas laisser s'installer les conditions idéologiques de nouvelles dominations inhumaines, centrées sur le profit à tous prix, au mépris des exigences éthiques fondamentales de l'humanité... Voilà pourquoi la vigilance s'impose.

Edmond Mondésir

Extraits d'un article publié dans le journal indépendant martiniquais *Asé Pièrè Annou Lité* (n°263, mars 2006)

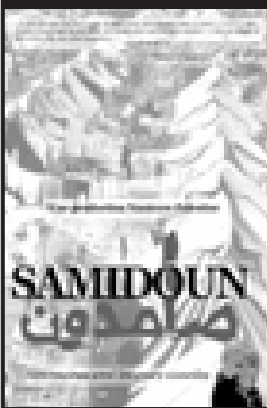
Demandez notre brochure

AU NOM DU PEUPLE LA COMMUNE EST PROCLAMÉE !



En écrivant à :
Voie prolétarienne, BP 48
95 802 Epinay/Seine cedex France

Un lecteur nous écrit



CHERS CAMARADES,

Je suis lecteur de votre journal depuis plusieurs années. Je n'ai pas d'activité au sens strictement politique, mais je milite depuis le début 2001 en soutien à la résistance du peuple palestinien.

Notre association Nanterre-Palestine créée en 2001 a analysé la deuxième Intifada comme le soulèvement d'un peuple trompé. Sept ans après la signature des accords d'Oslo, présentés au monde entier comme l'espoir d'une paix durable, la population palestinienne a constaté que ces années de négociations interminables avaient abouti à plus de colonies israéliennes, plus de barrières militaires, plus de souffrances quotidiennes et de corruptions. Depuis notre création, nous avons considéré qu'il était essentiel de donner la parole à des mili-

tants palestiniens, de se faire l'écho et le relais de leurs interrogations, de leurs cris de colère et leurs débats.

Nous nous rendons régulièrement en Palestine occupée et le séjour de l'été dernier a été l'occasion de réaliser un film de témoignages. Les entretiens qui forment la trame du film **Samidoun** ont été majoritairement réalisés en juillet et août 2006 dans le camp de réfugié de Balata à Naplouse et dans celui de Jénine.

Le DVD réalisé propose, outre le film, un autre film plus ancien (2002), et un diaporama sur l'histoire de la colonisation sioniste de la Palestine.

Nous vendons ce DVD 12 euros minimum, frais de port compris. Contact : **samidoun94@yahoo.fr**
Téléphone : 06 24 54 25 83

NOS BROCHURES



Le 18 mars 1871, le peuple parisien chassa le gouvernement bourgeois et installa son pouvoir. Ce fut la Commune de Paris. Pendant 72 jours ce pouvoir démontra qu'il était possible pour le peuple de s'émanciper de ceux qui l'oppriment et l'exploitent. Soixante-douze jours riches en événements, riches en transformations révolutionnaires, riches pour l'histoire du mouvement ouvrier. Riches en succès mais aussi en échecs, car la bourgeoisie écrasa la Commune, il y a 135 ans, en mai 1871. Ces 72 jours sont toujours aussi méconnus, car la bourgeoisie, toujours dominante, n'en fait pas publicité. C'est pour nous réapproprier notre histoire populaire que nous avons publié cette brochure en 1997. Disponible aussi en allemand



LIRE, VOIR, ÉCOUTER

TOUTES LES BROCHURES PEUVENT ÊTRE COMMANDÉES À NOTRE BOÎTE POSTALE

ESSAIS

Chômage, des secrets bien gardés
de Fabienne Brutus. Une conseillère de l'ANPE, dans l'Aude raconte comment l'agence se spécialise dans les offres d'emplois temporaires, mal payés et peu qualifiés, pour faire disparaître les chômeurs des statistiques !
Violences urbaines, violence sociale
des sociologues Beaud et Pialoux. Hachette. D'après une analyse d'une émeute survenue le 12 juillet 2000 dans une ZUP de Montbéliard, les auteurs montrent comment

la déstructuration des classes populaires, la rupture croissante entre familles immigrées et le reste de la société, l'enfermement dans des ZUP, «fabrique» des émeutiers.
Le Ministère de la peur
de P. Tévanian. L'esprit frappeur.
Comment le PS a récupéré les thèses sécuritaires pour en faire sa politique.
LQR, la propagande du quotidien
d'Eric Hazan. Raisons d'Agir, 6 euros
Comment les classes dominantes cachent la réalité des classes sociales et de l'exploitation du capitalisme par l'emploi de mots et d'expression. Très intéressant.

Bush, le cyclone
de Michel Collon. Oser Dire, 9 euros
A partir d'une enquête sur le cyclone Katrina qui a englouti la Nouvelle-Orléans, comment expliquer simplement et clairement autour de nous, les lois économiques qui mènent à la guerre, à la pauvreté.

Code Chavez
de Eva Golinger, préfacé par M. Collon. Oser Dire, 20 euros
Eva Golinger est avocate vénézuélienne et nord-américaine. C'est une spécialiste du droit international et de l'immigration. Ce livre est un outil pour comprendre les méthodes concrètes utilisées par le gouvernement des Etats-Unis, la CIA, pour manipuler l'opinion, déstabiliser et renverser Chavez. Des méthodes utilisées en Yougoslavie, Géorgie, Russie, Biélorussie, Afrique et Amérique Latine.

Le crépuscule des dieux sur le nouvel ordre mondial
de Stéfano Engel. L'Harmattan
Ce livre traite des changements essentiels dans l'économie politique de l'impérialisme, de la nouvelle organisation de la production au niveau international et comment elle aggrave la crise du système impérialiste mondial. Changements qui réunissent ainsi de meilleures conditions pour la révolution mondiale.

Conscience et lutte de classe
de Tom Thomas. Contradictions.
Commande à faire à Albatroz BP 404, 75 969 Paris cedex 20 (10 E, port compris, chèque sans ordre)
L'auteur aborde le rôle de l'idéologie dans la lutte de classe et des conditions de son abolition.

De la Francafrrique à la mafiafrrique
de Verschave. Tribord 2004, 5 euros
Un résumé de son travail sur l'impérialisme français depuis de longues années.
La guerre au vivant : OGM et mystifications scientifiques
de Berlan. Agone
En quoi les OGM correspondent à un projet de sociétés agro-alimentaires.
Les coulisses du commerce équitable
de Christian Jacquiau. Mille et une nuits 2006, 22 euros

ROMANS

La mélodie de l'ail paradisiaque
de Mo Yan. Seuil. 22 euros
Ce roman se passe dans un village du Shandong, au nord-est de la Chine dans les années 80, où les paysans vivent de la culture de l'ail. Au prise avec la corruption des fonctionnaires et l'aveuglement du «Parti», frappés par la mévente de leurs produits, ils provoquent une émeute...
Les vivants et les morts
de G. Mordillat. Une fresque sociale dont les héros sont les ouvrières et les ouvriers d'une usine condamnée à mort par un simple tour de magie d'un groupe financier qui a décidé de s'en débarrasser. Soutenus par la ville entière, les salariés de l'usine décident d'aller jusqu'au bout dans la défense de leur emploi et de leur dignité.

BANDE DESSINÉE

Un homme est mort
de Kris et Davodeau. D'après un fait réel lors de la grève des ouvriers des chantiers de reconstruction de la ville de Brest en 1950.

CD Debout là-d-dans !
du Ministère des Affaires Populaires, groupe de rap lillois.

DVD Le dos au mur
de Thom. Une grève pour les salaires à l'usine Alstom St Ouen en 1979.

PLATE-FORME POLITIQUE

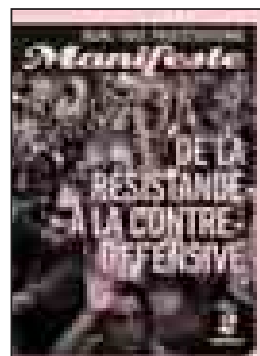
EN 4 CAHIERS (FORMAT 15 X 21 CM)

- Faillite à l'Est ! – Impérialisme et pays dominés – Faillite à l'Ouest ? **CAHIER 1**
- Changer le monde ! – Dictature du prolétariat – Révolution mondiale **CAHIER 2**
- Réforme, révolution – Immigration et impérialisme – Démocratie et révolution **CAHIER 3**
- Construire le Parti – Où en est-on aujourd'hui ? **CAHIER 4**

| Dispo aussi en espagnol, en italien, en anglais et en allemand

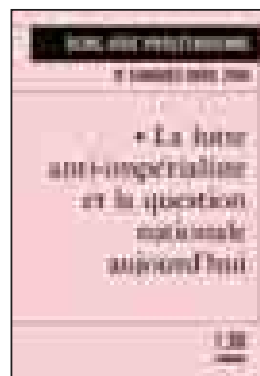
4 EUROS L'ENSEMBLE — 1.5 E CHAQUE

NOS BROCHURES



Cette brochure constitue une analyse des forces sociales et politiques de la France aujourd'hui. Il décrit de façon condensée la politique que nous proposons. Ce document joue le rôle de Manifeste de l'OCML-Voie Proletarienne pour la période actuelle. Il est la synthèse des débats sur la situation politique que notre organisation a eu ces dernières années.

2 EUROS



DIFFUSEZ Partisan